el-oumami

l'internationaliste - الأممي

organe du parti communiste international

– prolétaires de tous les pays – unissez vous ! –

PRIX EN FRANCE : 3 F - MAROC : 2 DH - ALGERIE : 2 DA - TUNISIE : 200 Mils

NOVEMBRE-DECEMBRE 1980- N°12

Six mois après l'intervention des CNS à Tizi la bourgeoisie a le culot d'agiter le drapeau de la «solidarité nationale»

Pas de fraternité entre exploiteurs et exploités !

Avec un cynisme inégalé, la bourgeoisie algérienne n'a pas hésité à mettre à profit la catastrophe qui vient de s'abattre sur la population d'El Asnam. Non seulement sur le plan économique dans la mesure où elle aura à profiter directement de la plus grande partie de l'"aide" financière que l'Etat vient de recevoir à cette occasion. Mais aussi sur le plan social et politique puisqu'' elle n'hésite pas à utiliser les conséquences tragiques du tremblement de terre devant lesquelles aucun travailleur ne peut rester indifférent pour appeler à ressouder une "unité nationale" que les contradictions de classe de plus en plus aigues et les luttes sociales de ces derniers mois ont commencé à ébranler.

En appelant à la " solidarité nationale ", la bourgeoisie algérienne, comme toute bourgeoisie, cherche avant tout à cette occasion à *escamoter* l'antagonisme qui grandit entre le prolétariat et les masses exploitées d ' une part et la bourgeoisie dominante d'autre part. La crise du capitalisme à l'échelle internationale et ses répercussions en Algérie ont suscité ces derniéres années une montée remarquable des luttes ouvrières.

(suite p.3)

SOMMAIRE

IMMIGRATION : accords franco-algériens ; grève des mineurs marocains.
MAGHREB : Après la libération de Ben Bella ; "ouverture" syndicale en Tunisie ; austérité et luttes au Maroc.
INTERNATIONAL : la récession en Occident.
THEORIE : la Russie est bien impérialiste.
POLITIQUE : critique du PRS et de ses dissidents.

IRAN-IRAK : une guerre de brigandage

Depuis que le séisme social a ébranlé l' Etat iranien en faisant tomber le chah , la concurrence entre les Etats de la région, candidats au poste de gendarme du Golfe désormais vacant, s'est déchaînée.

L'Irak est incontestablement le mieux placé, par rapport à l' Arabie ou à l'Egypte. Flanqué d' un "traité d'amitié et de coopération" avec la Russie conclu en 72, mais flirtant de moins en moins discrètement avec l' Occident par impérialisme français interposé il jouit d'une position internationale qui le fait courtiser par les deux camps. Et ce d'autant plus volontiers que son armée est la plus puissante du Golfe, même si elle ne remplacera jamais celle du chah (l'Irak a deux fois moins d' habitants que l'Iran).

(suite p.15)

tremblement de terre d'El-Asnam la bourgeoisie aussi responsable !

(lire page 6)

LETTRE D'ALGERIE

Camarades,

Je viens de terminer la lecture de votre journal et je dois vous dire que dans l'ensemble je suis d'accord avec vos positions. C'est pourquoi je désire recevoir tous vos journaux édités en langue française (...) Je désire avoir votre analyse sur les autres continents et surtout le numéro spécial sur les récents événements d'Algérie (n° de mai 80). Vous devez me compter désormais au nombre de vos abonnés.

Partant de la théorie marxiste qui insiste sur le rôle de la culture,dans la révolution prolétarienne, le développement de la conscience de classe des prolétaires se fera par la mise en lumière des contradictions du système bourgeois. C'est là que la culture joue un rôle important. Malheureusement, aucune culture actuellement n'est vraiment prolétarienne. D'autre part on sait que les discours idéologiques sont extraits de la culture dominante(...)cette dernière monopolise d'ailleurs les moyens existants (diffusion, édition, théâtre, cinéma, éducation). Les travailleurs sont dans une situation permanente d'abrutissement ou de misère culturelle. Cette situation permet évidemment à l'Etat bourgeois de museler la classe dépossédée en la privant d'une chose essentielle : la possibilité de développer les idées révolutionnaires.

En Algérie, deux classes (ou deux fractions de la bourgeoisie) gouvernent : la bourgeoisie traditionnaliste à savoir les propriétaires fonciers et autres "oulémas", chefs religieux de tous genres. Cette fraction représente le côté arabisant et frère musulman. La deuxième partie au pouvoir est la nouvelle bourgeoisie technocratique, partisane de l'Occident surtout de la France. L'une détient donc le panarabisme et l'islamisme avec la culture arabo-musulmane (langue arabe classique). La deuxième partie est la technocratie préconisant le développement d'une langue technique , le français (d'ailleurs l'Algérie forme beaucoup d'étudiants en Occident).

Ces deux parties divergent sur la politique à prendre pour mieux dominer . Faut - il appeler à l'enthousiasme du peuple c'est-à-dire des paysans pauvres et travailleurs autour de l'unité arabo-musulmane, de la personnalité arabe et de sa culture bafouée par le colonialisme ou une mobilisation autour de la construction accélérée de la "patrie" (idée chère aux théories économiques occidentales notamment lors du plan Marshall). Quoi qu'il en soit les deux sont mises en application avec l'arabo-islamisme et la langue arabe (classique) comme domaine idéologique et l'"occidentalisme" comme domaine technico-économique.

Dans tout ça les paysans et les travailleurs sont exclus , leurs langues et cultures sont délaissées. C'est dans ce cadre qu'entre notre mouvement .

Par ailleurs, quand vous parlez de révolution internationale, j'aimerai dire que ce mouvement social mondial n'est pas homogène, sans oublier les différentes spécificités qu'il faut éliminer en premier lieu. D'autre part , le marxisme s'appuie sur la loi des contradictions; et celles-ci ne sont pas au même stade partout. Le degré de développement des forces productives et des rapports sociaux n'est pas homogène. Alors est-ce qu'il faut seulement compter sur la solidarité internationale ?

Et comment, avec toutes les divisions qu'a réussies à faire la bourgeoisie internationale , réunir les classes dépossédées du monde en un ensemble homogène dans une confrontation générale.

Enfin quand vous dites que les travailleurs entraîneront les paysans, vous sous-entendez que la paysannerie n'est pas révolutionnaire. Or, l'histoire nous a montré que les paysans ont été à l'avant-garde des fois (ex : Chine).

Un lecteur d'Algérie

Camarade,

(...)

Pour revenir à ta lettre, nous comprenons parfaitement ta volonté de "mettre en lumière les contradiction du système bourgeois". Comme toi, nous sommes loin de nous résigner devant la "situation permanente d'abrutissement ou de misère culturelle" dans laquelle se trouvent les masses. Si effectivement cette situation permet à l'Etat bourgeois, comme tu l'écris, de museler la classe dépossédée il ne demeure pas moin que dans la réalité la "misère culturelle"des masses est le produit de l'exploitation capitaliste et de de leur état de misère tout court et non pas la cause comme cela pouvait ressortir de ta phrase si tu ne fais pas attention en la lisant.

En effet, le "développement de la conscience de classe des prolétaires", bien que les révolutionnaires puissent y contribuer par leur intervention quotidienne à tous les niveaux-idéologique, politique et économique-, ne peut se faire exclusivement par la "mise en lumière"des contradictions du système bourgeois". Ce qui ne veut pas dire que nous sous-estimons celle-ci.

La conception marxiste de la lutte des classes, fondée sur le matérialisme historique, nous enseigne que ce sont avant tout , les contradictions du mode de production capitaliste, basé sur le salariat c'est à dire sur l' exploitation du prolétariat par la bourgeoisie, qui poussent les ouvriers sur le terrain de coalition et de la lutte économiques pour se défendre contre les empiètements du capitalisme. C'est simple. Il s'agit d'une question de survie pour les prolétaires. C'est donc dans la lutte réelle qui les oppose dans un premier temps à tel ou tel patron et dans un dans un deuxième temps , quand la lutte atteint un certain degré, aux forces de répression de l'Etat bourgeois représentant les intérêts généraux de la classe capitaliste, que les ouvriers se mettent à développer leur "conscience de classe" à condition que dans cette lutte

(suite p.13)

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers , etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Editions Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

directeur de publication SARO-imp. Minographie

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ;le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Editorial

Pas de fraternité entre exploiteurs et exploités

(suite de la p.1)

Cette montée des luttes augure bien de l'éveil du prolétariat et constitue la base matérielle de l'usure progressive du " sentiment nationaliste " inculqué aux masses depuis la période de lutte commune avec la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie nationales contre la domination coloniale . Nous ne cherchons pas à exagérer l'usure de ce "sentiment nationaliste" chez les prolétaires . Mais n'est-il pas révélateur d'entendre Chadli affirmer en reprochant cela aux travailleurs : " *La conséquence de notre développement nous fait constater un certain relâchement de cet esprit nationaliste et une tendance à nous orienter davantage vers les questions matérielles* " ? (1)

On voit bien comment la bourgeoisie avait vraiment besoin d'un élément "extérieur" pour canaliser et détourner les travailleurs des "questions matérielles" c'est-à-dire des *questions réelles* qui engagent leurs conditions de vie et de travail, leur avenir et celui de leurs enfants . Le tremblement de terre d'El Asnam est survenu. La bourgeoisie a sauté sur l'occasion pour claironner à qui veut l'entendre que l'heure est à la " solidarité nationale ".

Que signifie la "solidarité nationale" dans une société divisée en classes, minée par un antagonisme irréductible entre bourgeois et prolétaires, exploiteurs et exploités, affameurs et affamés ? La "solidarité nationale" c'est la "solidarité" du prolétaire avec le bourgeois qui l' exploite et lui enlève le pain de sa bouche , c'est la "solidarité" du paysan pauvre avec le propriétaire foncier qui l'accable de toutes les souffrances en l'écrasant sous le poids des rapports de dépendance et d'exploitation archaïques, c'est la "solidarité" du jeune exploité et opprimé avec les bureaucrates de l'Etat qui lancent les flics dans la rue faire la chasse aux "sans-travail" et aux mal-habillés, c'est la "solidarité" du djoundi appelé avec l'officier qui l'intimide quotidiennement et l'écrase sous le poids du despotisme de caserne. *Oui, la "solidarité nationale c' est tout cela.*

La bourgeoisie algérienne profite de son passé de lutte armée commune avec les masses contre le colonialisme - même si elle ne l'a pas fait de gaieté de coeur - pour essayer de faire toujours passer la pilule de la "solidarité nationale". Mais le temps de la lutte commune de *toutes les classes* contre la domination impérialiste est révolu. Aujourd'hui, les ouvriers et les masses pauvres n'ont plus en face d'eux le colon et derrière lui la métropole impérialiste. Ils sont en face d'une bourgeoisie rangée derrière un *Etat bourgeois* armé jusqu'aux dents, une bourgeoisie qui, rappelons-le, a la *nationalité algérienne.*

C'est dire que la ligne de démarcation entre les exploiteurs et les exploités *n'est pas nationale.* C'est une ligne de démarcation *de classe* . La bourgeoisie le sait parfaitement. C'est pourquoi elle tente, en agitant le drapeau de la "solidarité nationale", de freiner le développement de la *lutte de classes* à grande échelle. Il y va de ses privilèges, de sa domination de classe.

Inversement, le prolétariat a besoin du développement de la lutte de classes à grande échelle, de l'approfondissement social et politique du fossé qui le sépare de la bourgeoisie, bref de la cassure du "front de classes" forgé sous la houlette du FLN durant la révolution algérienne et qui paralyse encore ses efforts de lutte et d'organisation autonomes. Il y va de ses intérêts, de son renforcement et de sa capacité à se défendre efficacement aujourd'hui et à se préparer pour la lutte décisive de demain qui seule pourra assurer son émancipation des chaînes de l'esclavage salarié.

Les travailleurs ne doivent donc pas se laisser prendre dans le piège de la "solidarité nationale" tendu par la bourgeoisie pour empêcher tout mouvement revendicatif de leur part à l'heure où poussée par la crise de son système, elle ne fait que multiplier ses coups contre la classe ouvrière et les masses exploitées (austérité , répression).

Les travailleurs n'ont pas besoin des discours hypocrites de la bourgeoisie pour manifester leur solidarité avec leurs frères de classe sinistrés dans la région d'El Asnam. Mais il s'agit là d'un besoin de *solidarité de classe* qui doit se concrétiser en dehors des canaux officiels ou officieux de la bourgeoisie et de son influence, ce qui suppose un minimum d'organisation prolétarienne sur le terrain de *l'indépendance de classe.*

Ce ne sont pas les aspects de l'oppression, de la répression et de la barbarie capitalistes exigeant une solidarité concrète et urgente qui manquent aujourd'hui. Ce qui manque, c'est l'organisation des prolétaires sur une *base de classe* pouvant seule assurer la concrétisation d'une véritable solidarité fraternelle que les exploités ont appris et apprendront par les dures épreuves que leur inflige la marche chaotique du capitalisme. En l'absence d'une telle organisation , les sentiments de solidarité les plus généreux que l'on retrouve à toutes les périodes chez la classe ouvrière peuvent être canalisés et utilisés par l'Etat bourgeois pour renforcer son prestige et accroître le poids de l'illusion suivant laquelle il serait une institution "au-dessus des classes" et au service de "tout le peuple" alors qu'il n'est dans la réalité qu'une bande armée au service des bourgeois et des exploiteurs.

C'est dans le sens de cette *organisation indépendante du prolétariat* que notre parti appelle tous les travailleurs et jeunes combatifs à oeuvrer en partant de l'expérience réelle qui nous montre de plus en plus le besoin crucial d' une *solidarité de classe active* contre les multiples aspects de plus en plus insupportables , de plus en plus meurtriers que le capitalisme secrète, directement ou indirectement. Le capitalisme ne peut promettre que misère et répression croissantes pour aujourd'hui et guerre impérialiste pour demain. C'est donc en préparant le terrain d'une véritable solidarité de classe contre les effets désastreux du capitalisme qu'on prépare aussi - *dans et autour du parti de classe révolutionnaire* - les conditions de la lutte pour en finir avec la *principale cause* de tous les malheurs dont les prolétaires et les masses exploités du monde entier font les frais : *le capitalisme.*

(1) Discours au congrès extraordinaire du F L N. *El Moudjahid* du 20-21/6/1980.

"Le mouvement socialiste ne peut pas vaincre dans les anciennes limites de la patrie. Il crée des formes nouvelles, supérieures, d'association humaine où, pour la première fois, les besoins légitimes et les aspirations progressistes des masses laborieuses de toutes les nationalités seront satisfaites dans l'unité internationale, les frontières nationales actuelles étant abolies.
Aux efforts de la bourgeoisie contemporaine qui cherche à diviser les ouvriers en alléguant hypocritement la nécessité de défendre la "patrie" les ouvriers conscients répondront par des efforts sans cesse renouvelés en vue d'unir les travailleurs de différentes nationalités dans la lutte contre la bourgeoisie de toutes les nations"

Lénine (contre le courant , 1914)

Après les accords Franco-Algériens

A l'occasion de la signature des accords franco-algériens qui prévoient le renvoi de 35 000 travailleurs immigrés par an à partir de 1983, nous avons mené dans les limites de nos possibilités un travail qui consiste à dénoncer ces accords qui entrent dans le cadre de l'offensive anti immigrés menée par la bourgeoisie impérialiste française, cette fois-ci avec la complicité de la bourgeoisie algérienne, et à appeler les travailleurs à riposter de manière unitaire et avec des méthodes de classe. C'est ainsi que nous avons diffusé deux tracts dans ce sens dont un s'adressant plus particulièrement aux travailleurs algériens.

Nos camarades ont également organisé deux réunions locales d'information sur ce thème, l'une près de Renault-Billancourt, l'autre à Barbès (quartier à forte concentration d'immigrés).

Par ailleurs, nous avons publié un numéro spécial d'*El-Oumami* où nous montrons comment *le phénomène de l'émigration ouvrière est inséparable de l'impérialisme* pour aider des travailleurs à surmonter des idées fausses du genre : "après tout, on n'est pas chez nous", etc. Nous sommes aussi revenus sur ce gros mensonge bourgeois qu'est la "réinsertion" faits et chiffres à l'appui. Nous reproduisons ici deux courts articles parus dans ce numéro spécial. Le premier montre pourquoi c'est toute la classe ouvrière qui est concernée par les accords franco- algériens et ce qui en découle au point de vue de la situation des travailleurs immigrés. Le second part de la situation de "démobilisation" dans laquelle se trouvent provisoirement les travailleurs pour donner du courage à ceux qui hésitent de se battre malgré les attaques de plus en plus dures qui visent la classe ouvrière et pour montrer que malgré l'éparpillement des travailleurs et l'inorganisation dans laquelle se trouve le prolétariat il n'y a pas d'autre choix que de *lutter* et de *s'organiser* pour respirer aujourd'hui et vaincre demain.

LA MENACE QUI PESE SUR LES TRAVAILLEURS ALGERIENS CONCERNE L'ENSEMBLE DE LA CLASSE OUVRIERE

En période de crise, l'objectif du capitalisme est de s'attaquer à l'ensemble de la classe ouvrière. Mais pour éviter une riposte collective de toute la classe, il commence à s'attaquer aux travailleurs nationalité par nationalité. Aujourd'hui les algériens, demain ce sera le tour d'autres travailleurs immigrés et après-demain les travailleurs français seront à leur tour durement frappés si dès aujourd' hui les ouvriers de toutes les nationalités ne s'unissent pas pour riposter aux attaques du capitalisme, pour manifester leur solidarité active avec la partie de la classe qui est la plus vulnérable à l'heure actuelle. L'ensemble de la classe ouvrière doit se reconnaître dans chacune de ses parties à chaque fois qu' il y a offensive capitaliste.

Qu'on se rappelle l'exemple de Longwy où ce sont d'abord les ouvriers immigrés qui ont été victimes des licenciements et où par la suite les travailleurs français ont été à leur tour frappés par les licenciements . Ce sont les mêmes flics qui ont intervenus pour briser la grève des résidents des foyers de travailleurs immigrés que la bourgeoisie lance à chaque fois qu' il y a des luttes ouvrières d'envergure (Longwy, Denain, Cherbourg, Roissy, etc).

Ce sont les mêmes tribunaux bourgeois qui ont condamné à l ' expulsion les résidents en lutte dans les foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, qui ont été utilisés par exemple par la bourgeoisie pour intimider les ouvriers d'Alsthom à la suite d'une grève l'année dernière.

Pour revenir à la menace qui pèse aujourd'hui sur les travailleurs immigrés algériens, rappelons que le secrétaire d'Etat français auprès du ministre du travail, Lionel Stoléru, vient de déclarer lui-même : "*Nous espérons bien que d'autres pays s' inspireront de cet exemple, pour signer avec la France des accords similaires.*" (*Le Monde* du 21-22/9/80).

Voilà qui prouve s'il en est encore besoin que l'impérialisme français, au-delà des coups qu' il porte aujourd'hui aux travailleurs algériens, s'apprête à frapper des travailleurs immigrés d'autres nationalités. Quant aux ouvriers français, ils doivent comprendre que chaque coup porté à une partie des travailleurs immigrés ne peut qu ' affaiblir la capacité de résistance de l'ensemble de la classe ouvrière à l'heure où les conséquences catastrophiques de la crise posent cruellement le besoin de l'unification de nos rangs et du renforcement de nos luttes.

- CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITALISME, POUR LA RIPOSTE OUVRIERE LA PLUS LARGE POSSIBLE,
- CONTRE LE CHAUVINISME QUI DIVISE LA CLASSE OUVRIERE, VIVE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS !
- CONTRE LE FRONT UNI BOURGEOISIE-OPPORTUNISME, POUR UN FRONT DE LUTTE PROLETARIEN !

NOUS AVONS TOUJOURS LUTTÉ, NOUS LUTTERONS TOUJOURS !

La situation qu'affrontent aujourd'hui les groupes ouvriers qui veulent se battre malgré le cloisonnement entretenu par la bourgeoisie et ses larbins réformistes entre les différentes composantes du prolétariat est difficile. La bourgeoisie impérialiste s'attaque aux ouvriers algériens au moment même où par exemple la lutte des foyers de travailleurs immigrés qui a été une formidable bouffée d'oxygène ces dernières années s'est brisée sous les coups de l'adversaire et à cause du sabotage des partis opportunistes PC-PS et des directions syndicales à leur botte.

Cependant, cela ne peut en aucun cas justifier la "démobilisation" des travailleurs attaqués bestialement par le capitalisme. Dans des conditions autrement plus difficiles, les travailleurs immigrés ont su relever le défi de l'impérialisme. Malgré l'état d'exception colonial, malgré les discriminations

(suite p.5)

Immigration

Les mineurs Marocains montrent l'exemple

Le six octobre dernier, les 1.032 mineurs marocains du bassin houiller de Lorraine sont entrés en grève pour arracher des conditions de travail moins inhumaines que celles dans lesquelles les a plongés le capitalisme. Ils ont lutté avec une vigueur et un enthousiasme magnifiques pour obtenir le "statut du mineur", c'est-à-dire, en réalité, les mêmes conditions de travail que leurs camarades d'autres nationalités : renouvellement automatique du contrat d'embauche, livraisons de charbon gratuit, logement etc. Logés dans des foyers où loyer et chauffage sont à leur charge, ils sont 15.000 ouvriers marocains employés par la bourgeoisie depuis 1967 sous un contrat de 18 mois renouvelable à condition que l'ouvrier ne tombe pas malade ou ne soit pas combatif. Sur les 1.130 mineurs travaillant en Lorraine depuis cinq ans, 300 sont rentrés chez eux malades (atteints notamment de silicose) ou invalides.

Si le travailleur est malade, la bourgeoisie le jette. Elle ne cotise rien pour la retraite, les familles des travailleurs ne touchent aucune allocation-maladie. Le contrat stipule par ailleurs que les travailleurs n'ont pas le droit de chercher du travail ailleurs ni de faire venir leurs familles. La bourgeoisie ne concède qu'un voyage par contrat et à condition que le travailleur soit présent *jusqu'à la veille de son départ* (parfois jusqu'à 5 heures du matin du jour de départ).

En juillet, la direction décide de retirer sur les salaires de septembre et octobre le prix du billet de charter de ceux qui avaient manqué le travail *la veille du départ* (pour préparer leurs valises...). C'est là le détonateur de la magnifique grève qui s'est déclenchée le 6 octobre, mais qui renvoie évidemment aux conditions bestiales auxquelles sont confrontés ces ouvriers.

Cette grève formidable a pu durer 22 jours et arracher finalement des concessions à la direction *parce qu'elle a été préparée longtemps à l'avance* sans que les travailleurs aient attendu l'autorisation des directions syndicales.

La grève a été effectivement préparée de longue date, *en secret*. Les ouvriers ont cotisé à l'avance dans une caisse de grève à eux et ont tenu à garder leur autonomie vis-à-vis des appareils syndicaux: " *C'est notre grève*, affirmait à *Libération* du 24 octobre un ouvrier, *on n'a rien demandé aux syndicats Ils nous donnent un coup de main. C'est tout. C'est notre grève. C'est une question de dignité*". En effet, les directions syndicales n'ont rien fait pour cette grève. En pleine grève les conditions d'une lutte unie existaient bien, puisque la CGT et la CFDT ont été contraintes à une grève de 24 heures le 24 octobre. Mais la CGT a organisé séparément une marche à Paris sous le signe de la défense de l'"économie nationale" Avec son chauvinisme habituel, ce syndicat ne pouvait qu'écoeurer les travailleurs combatifs avec son mot d'ordre: "*Produisons français*".

Malgré cet isolement criminel où les maintiennent les bonzes syndicaux, les mineurs en grève ont retrouvé instinctivement le chemin de la lutte et de la solidarité de classe. Pour appeler à la solidarité de leurs frères de classe qui vivent dans les mêmes conditions bestiales qu'eux et pour étendre la grève, les ouvriers de Lorraine (Merlebach) sont partis le 23 octobre voir ceux de Wardin (près de Douai) qui se sont à leur tour mis en grève *pour les mêmes revendications*. L'extension de la grève au Nord-Pas-De-Calais est donc un résultat de l'effort de liaison entrepris dirctement par les ouvriers par-dessus le cloisonnement et l'isolement criminels imposés par les directions syndicales. C'est un exemple vivant pour tous les travailleurs qui sont nécessairement amenés à se battre pour résister aux coups de plus en plus durs que la bourgeoisie porte chaque jour à la classe ouvrière.

Par leur lutte, les ouvriers marocains ont arraché à la direction les droits qu'ils réclamaient Mais cela ne s'applique encore qu'aux travailleurs qui ont fait deux services consécutifs de 18 mois chacun dans les mines. Pour arracher plus à la bourgeoisie, il faut que se manifeste et se développe la *solidarité ouvrière* dont tous les travailleurs, et particulièrement les immigrés, ont cruellement besoin en cette période de crise.

(suite de la p.4)

nationales et sociales érigées en lois, malgré la jeunesse du prolétariat émigré et son manque d'expérience dès 1924, une activité intense s'est développée dans les rangs de celui-ci tant pour défendre ses conditions de vie et de travail que pour lutter contre la domination coloniale et impérialiste. Dans les années 50, malgré l'isolement criminel dû au sabotage actif des partis opportunistes (PCF - PS) les ouvriers émigrés ont mené une lutte courageuse et ont ainsi contribué de manière décisive à la révolution algérienne malgré l'étroitesse nationale imposée à celle-ci par la direction petite-bourgeoise du FLN.

Au début des années 70 , les ouvriers émigrés ont pu organiser des grèves générales, des manifestations de rue pour riposter aux agressions racistes. Tout récemment, 40 000 résidents des foyers de travailleurs immigrés ont mené une grève qui a duré plus de 5 ans dans un *front prolétarien* unissant 24 nationalités pour lutter contre le règlement policier et les gérants racistes.

Oui, nous devons tirer les leçons de toutes ces luttes mais une chose est sûre : nous ne nous sommes jamais senti plus libres que lorsque nous étions *en mouvement, en lutte au coude à coude*. De toutes ces luttes, une leçon importante : les partis opportunistes , les appareils syndicaux à leur botte, les amicales policières de nos pays d'origine nous ont toujours sabotés. Nous ne devons par conséquent compter que sur nos propres forces, sur la solidarité de nos frères ouvriers de toutes les nationalités.

Nous avons lutté lorsque la corruption des surplus coloniaux, la tradition de domination impérialiste, l'expansion capitaliste paralysaient les prolétaires français et les rendaient sensibles à la propagande du social-chauvinisme; il n'y a pas de raison pour qu'on ne puisse pas lutter aujourd'hui où les conséquences catastrophiques de la crise, en frappant *tous* les prolétaires, commencent à réveiller les travailleurs français comme on l'a vu dans les grèves de la sidérurgie, etc. Nous n'avons pas d'autre choix que de lutter si nous ne voulons pas rester écrasés pour toujours . Partout où trois prolétaires ressentent le besoin de faire quelque chose, qu'ils s'organisent , qu'ils prennent contact avec d' autres groupes de travailleurs , qu'ils se concertent ensemble , qu'ils commencent autour d' eux un travail de sensibilisation et d'agitation.

La solidarité , l'organisation , la lutte *de tous les ouvriers* telles sont nos armes.

A NOS LECTEURS

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs si nous n'avons pas pu, par manque de place, consacrer un article à l'offensive ignoble et raciste du PCF contre les immigrés qui n'est que l'autre face de sa politique anti-prolétarienne en général. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

tremblement de terre d'El-Asnam la bourgeoisie aussi responsable !

Les conséquences tragiques du tremblement de terre d'El Asnam ont suscité une profonde émotion parmi les masses laborieuses non seulement en Algérie mais aussi dans l'immigration. C'est là un fait naturel si on a à l'esprit le sentiment de solidarité instinctive qui anime tous ceux qui ont été amenés par les conditions de vie bestiales du capitalisme à se confronter à toutes sortes d'épreuves et de malheurs.

L'élan de solidarité manifesté spontanément par les masses à l'égard de leurs frères de misère sinistrés dans la région d'El Asnam a été exemplaire. Malgré la pauvreté extrême de leurs moyens d'existence, les masses n'ont pas hésité un instant pour concrétiser dans la limite de leurs possibilités ce qu'elles doivent aux nombreuses familles plongées dans la détresse à la suite du tremblement de terre. "A Alger un élan de solidarité sans précédent s'est manifesté samedi dans la population. Les centres de collecte du sang ont été submergés de donneurs à tel point qu'il a fallu suspendre les prélèvements pendant quelques heures pour permettre le "groupage" du sang recueilli depuis la veille. Dans d'autres villes la situation est identique " notait le quotidien *Libération* du 12/10/80.

Avec son cynisme habituel, la bourgeoisie n'a pas hésité à tirer à elle la couverture en faisant passer cet élan de solidarité instinctive dont seuls sont capables les exploités pour une "solidarité nationale" entre oppresseurs et opprimés afin de noyer sa responsabilité dans la catastrophe qui vient de s'abattre sur la population d'El Asnam.

LA BOURGEOISIE N'EST PAS INNOCENTE.

La bourgeoisie algérienne ne trouve aucun mal à imputer la responsabilité de cette catastrophe aux autorités coloniales qui avaient reconstrui la ville d'El Asnam sans tenir compte des normes anti-sismiques après l'expérience de 1954, *ce qui est vrai mais n'est pas tout*. En effet, les autorités coloniales n'ont pas pensé, et n'avaient aucune raison pour le faire, aux conséquences de la reconstruction d'El Asnam sur les mêmes lieux et sans prendre les précautions nécessaires en matière d'architecture.

Mais en ne rappelant que ces faits, sans aller plus loin, la bourgeoisie algérienne cherche *surtout* à se dédouaner et à se blanchir les mains pour éviter la colère populaire et ouvrière. Cependant, les faits sont têtus. Dans les années 50, la ville d'El Asnam contenait près de 20 000 habitants; aujourd'hui, elle en contient *plus de 100 000*. Cela renvoie au phénomène de l'*exode rural* qui à son tour renvoie à la *crise de l'agriculture* à laquelle la bourgeoisie algérienne a été incapable d'introduire la moindre réforme sérieuse malgré ses déclarations pompeuses et démagogiques en la matière.

Ensuite une telle urbanisation ne pouvait se faire au regard des moyens mis à la disposition des masses prolétarisées que dans des conditions *misérables* et *précaires*. Cela renvoie à la misère croissante dans laquelle sont plongées les masses et ce phénomène renvoie à son tour à la nature capitaliste du système économique et social dominant en Algérie et à la nature bourgeoise de l'Etat en place malgré la propagande mensongère déversée quotidiennement par les mass-média pour faire croire aux massesque l'on est en train de "construire le socialisme".

Au demeurant, qu'a fait la bourgeoisie pour venir en aide aux familles sinistrées comme elle le prétend mensongèrement ? Alors que les besoins réels de secours nécessitaient au moins 30 000 tentes (il y avait 40 000 blessés et plus de 300 000 sinistrés) les autorités se sont amusées à dégager ... 120 lits de l'hôpital d'Oran. Selon un médecin algérien cité par *Libération* du 18-19/10/80, "*sur le plan médical, le plus gros reste à faire*". La bourgeoisie pourra-t-elle rééduquer les milliers de victimes de traumathismes et préparer leur réinsertion sociale alors qu'elle a été incapable de rééduquer les victimes de traumathismes dûs à la guerre de libération anti-coloniale et de réinsérer, ne disons pas ces victimes, mais tout simplement ...les milliers de travailleurs émigrés renvoyés par la bourgeoisie impérialiste française après les avoir longtemps surexploités ?

UNE SITUATION DRAMATIQUE

La situation dramatique qui prévaut dans la région d'El Asnam suffit à elle seule à convaincre les travailleurs les moins avertis qu'ils n'ont absolument rien à attendre de la bourgeoisie. *Le Monde* du 15/10/80 décrit ainsi cette situation: "*Une existence précaire, où l'essentiel fait défaut, où on se dispute les couvertures, la nourriture*". Le même journal continue à décrire ainsi la situation: "*Mais si à El Asnam, la situation est difficile, elle est souvent dramatique dans les campagnes. Les sinistrés sont descendus des montagnes et se sont agglutinés le long des routes allant jusqu'à prendre d'assaut des camions. Eux aussi réclament des tentes et du pain. Ils sont excédés de voir les camions filer vers la ville. La tension monte. Ils croient qu'ils sont oubliés, c'est, hélas! souvent exact. En attendant, les enfants ont confectionné des perches munies de crochets pour attraper les paquets entassés sur les poids lourds qu'ils contraignent à stopper*".

Pendant ce temps, on peut toujours se demander où sont passés les *18 millions de dollars* que l'Etat algérien a reçu pour venir en "aide" aux familles sinistrées. Il est vrai que si même des couvertures ont pu être détournées sur Oran pour être sans doute revendues, il n'est même pas besoin de se poser des questions sur la destination du fric. Nos bourgeois ont l'habitude de ce genre d'affaires fructueuses. On peut leur faire confiance ! D'ailleurs à quoi bon se soucier de l'hébergement, du ravitaillement et des soins des familles sinistrées puisque la cimenterie d'El Asnam, l'une des plus grosses unités industrielles de la ville a finalement repris ses activités le 17 octobre et c'est - comme on le sait parfaitement - ce qui compte pour la bourgeoisie : la production, la production, voilà l'important! Les épidémies, le choléra, la faim, le froid, tout cela est - voyons - secondaire !

LA BOURGEOISIE AGITE LE BATON

Cependant, si la bourgeoisie s'est montrée si lente et si "désorganisée" lorsqu'il s'agissait de secourir les familles sinistrées, elle a par contre montré une fois de plus qu'elle ne lésine nullement sur les moyens *en matière d'Ordre*. Dans ce domaine rapidité et efficacité vont de pair. Nous reproduisons, pour confirmer cela, ce passage fort significatif extrait de *Libération* du 17/10/80 :

"La coordination des secours était désastreuse tandis que l'intendance suivait parfaitement pour les milliers de militaires et policiers amenés dans la ville. Amenés pourquoi au fait ? Pour organiser les secours , ou pour mater toute ébauche d'émeute ? Si l'on ne voyait pas beaucoup de militaires distribuant des vivres, on en voyait beaucoup qui quadrillaient la ville, mousqueton et arme au poing , en compagnie de policiers en tenue de combat, à l'ombre de camions surmontés de canon à eau. Pour eux, des tentes, des couvertures des vivres, tandis que les milliers de sinistrés s'abritaient du froid glacial des nuits d'El-Asnam dans des baraques en planches, guettant l'arrivée hypothétique d'une camionnette de pain ou d'un camion-citerne pour la distribution d'une eau aux relents de mazout, sous l'oeuildes militants du FLN qui encadrent la population et préviennenttout contact avec les visiteurs étrangers."

Tout cela pourrait évidemment être démenti par la presse aux ordres qui n'a jamais fait état de ce qui se passait effectivement dans la région d'El-Asnam : situation dramatique des masses, risques d'épidémies, fusillades entre des policiers et des personnes qui en ont marre d'attendre les secours et qui ont tenté d'arracher par la force des approvisionnements etc. Mais alors si tout cela n'était pas vrai , si la bourgeoisie n'a rien à se reprocher, pourquoi a-t-elle si bien rôdé l'encadrement de la presse ? Pourquoi dès leur arrivée à l'aéroport d'Alger,les journalistes ont-ils été "*pris en charge*" par le ministère de l'information ?

C'est clair. La bourgeoisie ne tenait nullement à ce que les informations concernant la détresse dans laquelle étaient plongées les masses sinistrées et le quadrillage militaire - policier ne circulent parmi les travailleurs des autres régions et dans l'immigration, de peur que ceux-ci ne soient envahis à cette occasion par une haine insurmontable pour les bourgeois qui, non seulement cherchent à évacuer leur responsabilité, mais se préparent en plus à profiter des dons qu'ils ont reçus à cette occasion pour accroître leur fortune et renforcer leur domination sur la classe ouvrière et lesmasses laborieuses.

Le comportement cynique de la bourgeoisie algérienne à cetteocasion n'est pas un fait isolé. Il s'inscrit dans une logique de classe capitaliste fondée sur l'exploitation, l'oppression , la répression et le mensonge. Le prolétariat n'a qu'un seul moyen pour se débarrasser de cette logique odieuse : se préparer dès aujourd'hui dans la résistance quotidienne aux attaques de la bourgeoisie en s'organisant sur des bases de classe de manièreautonome pour construire la force dont il a besoin demain afin de se lancer à l'assaut de l' Etat bourgeois qui constitue lepilier essentiel de cet ordre infâme pour le remplacer par l'Etat de la dictature du prolétariat,seul capable d'assurer la transformation de la société capitaliste pourrie dans un sens communiste.

C'est seulement à cette occasion que l'humanité pourra effectivement se mettre sérieusement à réfléchir et à travailler dans le but de prévenir toutesorte de catastophe naturelle sur la base de l'organisation sociale communiste régie non pas selon la loi du profit - comme c'est le cas du capitalisme-mais selon les besoin de la défense et de l'épanouissement de l'espèce humaine.

Quelle solidarité pour ceux d'El-Asnam ?

La catastrophe qui vient de s'abattre sur les masses de la région d'El-Asnam ne pouvait laisser indifférents les travailleurs. Même dans l'immigration, l'élan de solidarité s'est manifesté spontanément et il y a même des ouvriers qui sont rentrés en Algérie apporter directement leur secours aux victimes du tremblement de terre. C'est là un fait encourageant. La solidarité instinctive des exploités est une réalité.

Il reste à savoir comment la manifester concrètement et surtout comment la rendre *efficace* en présence des bourgeois et de leurs bureaucrates, ces sangsues qui n'ont pas hésité à détourner à leur profit les dons en espèces et en nature apportés par les travailleurs à leurs frères de classe.

Il est clair que dans tous les cas, il faut éviter de passer par les circuits habituels de l'Etat, du FLN, de l'Amicale etc. Nombreux sont les travailleurs et les jeunes qui s'en sont aperçus. La bourgeoisie a eu peur. A Alger, elle a interdit les collectes "sauvages" et a fait la chasse aux petits comités de solidarité qui se sont créés indépendamment du FLN. La bourgeoisie a peur que le mouvement de solidarité spontané ne la déborde.

C'est pourtant sur cette voie - celle de *l'organisation indépendante* et dela *solidarité de classe* - que les travailleurs doivent avancer. C'est à cette condition qu'ils pourront *effectivement* concrétiser la solidarité urgente qu'ils doivent à tous leurs frères de classe, d'El-Asnam et d'ailleurs.

Le cynisme d'El - Moudjahid

El-Moudjahid du 10/09/80 est tout content. La production est en "nette progression". Il croit ainsi avoir fermé le bec à tous ceux qui parlent de crise en Algérie. Mais de quelle production nous parle *El-Moudjahid* ? La production...de cigarettes !
"En tonnage,nous avons les chiffres suivants : en ce qui concerne les cigarettes de 9.668 tonnes en 1975, on a atteint 14.678 tonnes en 1979 et on prévoitpour 1980, 16.242 tonnes... En cigares, la production est passée de 14,9 tonnes en 1975 à 29 tonnes en 1979, on prévoit pour 1980, 33,7 tonnes".

Voilà qui prouve au moins que les bourgeois se cachent demoins en moins ! Les objets de consommation courante sont-ils devenus si rares au point où *El-Moudjahid* se croit obligé de recourir aux chiffres de la production de cigarettes pour "prouver" qu'iln'y a ni crise ni pénurie en Algérie?

Les 26-27/09/80, le même quotidien croit faire preuve d'humour en chiant à la gueule deses lecteurs un "billet" qui dénote un mépris profond pour les travailleurs et les massespauvres . Qu'on en juge : *"On ne croit pas si bien dire, pour beaucoup de citoyens, le travail c'est vraiment la santé. Ceux qui vivent dans les bidonvilles ou autres lieux insalubres et qui n'ontpas où aller passer leurs "vacances" n'ont qu'à fermer les yeux, à se boucher les oreilles et à se pincer le nez afin de ne pas craquer devant les multitudes agressions émanant de leur environnement immédiat. Aussi, lorsqu'ils retournent enfin à l'usine ou au bureau, sont-ils heureux de retrouver un confort relatif, une cantine au menu étudié et surtout cette tranquilité (sic)dont ils ont été privés un moisdurant"* Cela se passe de commentaires . C'est vraiment ignoble.

Dans son édition du 07/10/80, *El-Moudjahid* n'hésite pas à reproduire la photo d'une famille ouvrière qui vient d'être jetée à la rue par le propriétaire. Le comble, c'est que le fils aîné de la famille est en train depasser son "service national" à Béchar et le père est un ouvrier émigré en France. Voilà la "réinsertion" dont se gargarise la bourgeoisie algérienne pour tromper les travailleurs émigrés en proie aux attaques de la bourgeoisie impérialiste française !

* * *

MAROC
LES TRAVAILLEURS LUTTENT CONTRE L'AUSTERITE ET LA REPRESSION

Six mois après la promulgation d'une loi libérant les loyers pour satisfaire les appétits des spéculateurs et de la bourgeoisie immobilière, le gouvernement marocain vient de proposer au parlement une loi diminuant de 33 % les loyers de ceux qui perçoivent un salaire inférieur à 1500 DH.

C'est là une opération qu'on ne peut expliquer que par le souci désormais partagé par toutes les fractions bourgeoises, au pouvoir comme à "l'opposition", d'endiguer le flot de la colère ouvrière et populaire qui n'a cesse de grandir ces derniers temps.

Mais les travailleurs ne se laisseront pas longtemps abuser. La loi du 30 avril en vertu de laquelle ont été "libérés" les loyers, fait que ceux-ci ont augmenté de près de ... 35 pour cent . Or, la loi que vient de promulguer le gouvernement marocain se propose de diminuer les loyers de 33 pour cent, on revient donc tout simplement à la situation d'il y a six mois avec cette différence de 2 % malgré tout.

Aucune reformette de l'Etat ne pourra résoudre la crise aigüe du logement que vivent dans leur chair , les prolétaires et les masses exploitées , surtout urbaine. Cette crise renvoie à l'Etat de crise générale qui affecte tous les aspects de la situation des masses : hausse vertigineuse du coût de la vie, chômage et répression contre les travailleurs et les jeunes en lutte.

Le dernier exemple en date est, sans doute, celui de l'attaque sauvage qu'on subi les ouvriers grévistes, de la part des forces de répression à l'entreprise italienne de textiles : "SICUME" à Mohammadia. Ce fut aussile cas pour les ouvriers de la raffinerie "SAMIR",des entreprises "SPLIMA", "SNIB" etc. où il y a eu plusieurs morts et blessés sans compter 35 emprisonnés qui attendent d'être jugés.

Cette vague répressive qui s'abat sur la classe ouvrière au Maroc, à l'heure même où la bourgeoise se gargarise de "libéralisation", n'est pas un hasard. Elle vient dans une période de crise -échec du plan triennal 1978-1980, pression du fonds monétaire international dans le sens d'une austérité plus grande, contre-coups de la crise dans les pays imperialistes occidentaux auxquels est intimement liée l'économie marocaine.- qui ne peut que pousser à la lutte de classe ouverte , les travailleurs en prise à une austérite et à une répression de plus en plus croissantes.

En effet, les derniers mois ont connu au Maroc une recrudescence des luttes ouvrières autour des axes suivants :
- la lutte contre les licenciements ;
- la lutte pour la défense du droit de grève et des "droits syndicaux" en général ;
- la lutte contre la mobilité capitaliste et les mutations arbitraires ;
- la lutte pour l'augmentation des salaires ;
- la lutte pour arracher les primes de transport, de logement et de panier;
- la lutte pour les droits sociaux : retraite, assurance-maladie, etc.

Devant l'escalade de la repression bourgeoise visant à museler les luttes ouvrières, que font les appareils syndicaux organiquement liés aux partis bourgeois parlementaires ? Dans son appel à la greve de vingt quatre heures pour le 9 novembre, la Confédération démocratique du Travail (CDT) prétend mobiliser les travailleurs contre la répression, et comment ?
"La bourgeoisie montre les dents contre les masses laborieuses sous la protection d'un appareil administratif en putréfaction, ferait bien de les montrer sur le champ de bataille pour défendre la liberté de la patrie et appuyer nos braves soldats..."(qui sont pendant ce temps en train de massacrer les masses Sanra ouies) (1)
Voilà comment la CDT "défend" les travailleurs ! en donnant des leçons à la bourgeoisie ! En distillant le poison du chauvinisme dans les rangs de la classe ouvrière ! Il est temps que les ouvriers combatifs se mettent au travail pour prendre des liaisons entre eux sans demander l'autorisation des bureaucraties syndicales pour s'organiser afin de riposter efficacement à l'autérite et à la répression bourgeoises, pour arracher leurs frères de classe à l'influence paralysante de ces bureaucraties syndicales corrompues !

(1) Al-Moharir du 05/11/80

RIEN A ATTENDRE DU

Avec le lancement du premier plan quadriennal, en 1970, la bourgeoisie algérienne n'hésitait pas à essayer de faire croire aux masses, au moyen de son appareil de propagande,que la décennie 1970- 1980 serait celle de la lutte contre les maux engendrés par le "sous-développement" et que le début des années 80 consacrerait ainsi la satisfaction des "besoins fondamentaux des travailleurs".

Depuis, deux "plans" quadriennaux ont été entamés même s'ils n'ont jamais été effectivement réalisés. La bourgeoisie a nationalisé toutes les ressources naturelles dont l'extraction par le prolétariat lui assure de précieuses devises sur le marché international. La production des hydrocarbures a augmenté de manière vertigineuse pour permettre à l'impérialisme de satisfaire ses besoins en matière d'énergie et pour permettre à la bourgeoisie algérienne de renflouer ses caisses.Les "révolutions" industrielles et agraire, tant vantées par"notre" bourgeoisie ont fait leur chemin.

Et que signifie tout cela pour les prolétaires et les masses pauvres ? l'exode rural n'a jamais été aussi important. Le chômage ne fait que croître , malgré les mensonges de la bourgeoisie tendant à nier le phénomène : comment expliquer sinon l'émigration ouvrière en Allemagne après son blocage en France, le nombre de personnes en âge de travailler dans les cafés populaires et ce à longueur de journée ? Combien d'enfants et d'adolescents sont constamment livrés à la rue ? Tout cela est sans doute à l'honneur de la "démocratisation" de l'enseignement. Les salaires ne sont augmentés -après des luttes vigoureuses- que de façon insignifiante au regard de la montee vertigineuse du coût de la vie. La crise du logementn'a jamais été aussi aigüe. La santé et le transport, n'en parlons pas. Voilà l'Algérie à la sortie de la fameuse decennie 1970-1980 annoncée par les trompettes de la bourgeoisie sous le signe du "développement" et du "bien-être".

C'est vrai que le "développement" et le "bien-être" ... des bourgeois , et des parasites n'ont jamais été si visibles aux yeux de la masse des travailleurs. Le capitalisme, c'est exactement tout cela . Aggravation de la misère et concentration de repression pour les uns, embourgeoisement et renforcement sur tous les plans pour les autres.

Les travailleurs n'ont rien à attendre du capitalisme. C'est Chadli , en personne, c'est à dire le président de la bourgeoisie algérienne, qui l'avoue cyniquement : "Je vous dirai en toute franchise, que le niveau de vie élevé auquel aspire le peuple tout entier n'est pas pour demain. De longues années nous séparent de ce but. Mieux encore, ce nombre d'années est en relation directe avec les efforts que nous déploierons pour améliorer la production nationale, maîtriser le phénomène de la croissance demographique et rationnaliser l'utilisationdes ressources , tant humaines que matérielles."

Non seulement, Chadli avoue que la bourgeoisie s'est carrément foutue de nous en nous faisant bosser dans des conditions de misère en attendant la fin de la décennie 1970-1980 pour voir notre situation s'améliorer,mais au nom de la bourgeoisie qui suce notre sang, il nous fait du chantage : le niveau de vie auquel nous aspirons

La libération de Ben Bella ne nous fera pas oublier les autres détenus !

A l'occasion du 26ème anniversaire de la révolution du 1er novembre 1954, le régime vient de libérer définitivement l'ancien président de la république, Ahmed Ben Bella, et amnistier l'ex-colonel Tahar Zbiri invité à rentrer de son exil alors qu'il a été condamné à mort par contumace sous le règne de Boumediène pour avoir tenté de renverser celui-ci en décembre 1967.

Ces mesures prises par Chadli s'inscrivent dans un processus qui l'a déjà conduit à libérer l'année dernière 11 compagnons de T.Zbiri qui étaient détenus et à lever la mesure assignant à la résidence surveillée les dirigeants de l'"opposition libérale" : Abbas, Benkhadda, Lahouel et Kheireddine. Il s'agit dans la réalité d'un processus de réconciliation entre fractions bourgeoises rivales dans le but évident de renforcer la bourgeoisie *en tant que classe* à l'heure où la maturation des contradictions sociales de plus en plus aigues pose à l'ordre du jour une lutte de classes *de plus en plus ouverte.*

Après l'"élargissement" de Ben Bella survenu en été dernier nous écrivions dans un tract : " *Il est indéniable que la bourgeoisie algérienne est entrain de faire des efforts sérieux pour "effacer les traces des affrontements anciens" et pour pratiquer une "politique d'Union nationale" comme s'en félicite ce fleuron de la presse bourgeoise qu'est* Le Monde".

Contre les soi-disant "opposants" toujours à la recherche de strapontins gouvernementaux qui ont commencé à se réjouir de ces mesures de "libéralisation" en demandant poliment au régime de les "généraliser", nous écrivions dans le même tract : " *Le "printemps" que Chadli a prétendu inaugurer n'est qu'une"réconciliation nationale" entre toutes les forces bourgeoises soucieuses de conserver l'Ordre existant et qui se préparent à reléguer à l'arrière-plan leurs divergences secondaires au cas où se dessinerait une menace sérieuse de la part des masses exploitées (...) Les classes dominantes essayent de resserrer leurs rangs. Pour nous taper dessus plus fort encore. Qu'on en tire la leçon. Face à la "réconciliation nationale" à laquelle la bourgeoisie veut nous faire adhérer, travaillons pour l' unité des prolétaires et de tous les exploités contre les bourgeois!*"

La libération définitive de Ben Bella ne doit surtout pas nous faire oublier les autres détenus qui sont jetés dans les prisons de la bourgeoisie algérienne. Si les 24 camarades qui ont été arrêtés à l'occasion des manifestations du printemps dernier, ont été libérés, il ne faut pas oublier qu'on ne sait encore rien sur le sort des 21 camarades condamnés à Oued Amizour à des peines allant jusqu'à 8 ans de prison pour "*rébellion et destruction d'édifices publics*".

Il ne s'agit là bien sûr que des personnes dont les noms ont été publiés par la presse officielle. Personne ne sait le nombre exact des détenus en Algérie. A titre d'exemple, *Le Monde* du 26/6/80 cite le cas de six jeunes arrêtés par la sécurité militaire à Cherchell "*pour avoir été trouvés en possession de journaux d'extrême-gauche*" et qui sont détenus au secret depuis 1978. Ce n'est là évidemment qu'un des aspects de la répression bourgeoise quotidienne qui s'abat sur la classe ouvrière et les masses exploitées : ouvriers de la SNIC torturés, ouvriers de la SNERI de Bejaïa et de la SONACOME de Rouiba licenciés pour fait de grève, travailleurs de l'IAP de Boumerdès emprisonnés, membres de la section syndicale de l'hopital de Constantine arrêtés, etc...

Non . La répression bourgeoise est trop quotidienne, trop visible aux yeux des travailleurs pour que la libération de Ben Bella nous la fasse oublier. *Pour une riposte de classe à toutes les formes de répression bourgeoise ! Libération inconditionnelle de tous les détenus ! Que les travailleurs utilisent l'arme de la grève la plus large possible sans préavis ni limitation de durée pour faire pression sur l'Etat bourgeois , pour venir au secours de leurs frères de classe qui se trouvent entre les griffes de la bourgeoisie !*

CAPITALISME !

ne sera atteint que si on courbe encore l'écnine devant le contre- maître et le patron... pour que dans dix ans encore, la bourgeoisie nous repète la même chose : "encore dix ans , et vous verrez..."

Non ! les travailleurs ne sont pas des gamins. Assez des prommesses, et des mensonges ! Seule la lutte de classe ferme et intransigeante des ouvriers sur la base de leurs intérêts , et de leurs revendications en tant qu'ouvriers (et non en tant que"citoyens" prêts à se laisser avoir au moindre discours d'un bourgeois ou d'un petit bourgeois corrompu) .

"La bataille de la production et de la productivité" que les bourgeois,les profiteurs et les parasites qui viennent au bureau à 11heures, s'en chargent. Les travailleurs, eux, ont assez de problèmes de vie quotidienne, sur lesquels ils ont à se pencher, car personne d'autre ne le fera à leur place.

Ne pas se laisser faire, s'unir avec les camarades d'usine et de chantier qui vivent les mêmes problèmes , pour résister à l'exploitation quotidienne , pour arracher à la bourgeoisie, les droits de grève, de réunion, d'organisation et de manifestation indispensables au développement du mouvement ouvrier et à la préparation révolutionnaire du combat décisif par lequel le prolétariat organisé autour de son parti de classe, en finira avec le capitalisme et instaurera, en liaison avec les prolétaires de tous les pays le Socialisme, le Vrai Socialisme , où il n'y aura ni classe, ni exploitation de classe.

(1) "message sur l'état de la nation" El-Moudjahid du 01/11/80.

notre presse internationale

il programma comunista

programme communiste

le prolétaire

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Proletarier

EL PROGRAMA COMUNISTA

El Comunista

EL PROLETARIO

COMMUNIST PROGRAM

el-oumami

Vient de paraitre
Brochure « Le Prolétaire » N° 12
SOLIDARITE PROLETARIENNE CONTRE LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION
Prix : 5 F
Commandes au « Prolétaire »

Lecteurs, sympathisants, aidez au développement international de la presse du Parti ! Souscrivez !

CONTRE LA GUERRE BOURGEOISE DE BRIGANDAGE, FRATERNITE DE TOUS LES OUVRIERS ET EXPLOITES

A l'occasion de la guerre fratricide dont les prolétaires et les masses pauvres iraniens et irakiens font les frais pour le compte des puissances impérialistes et des bourgeoisies locales, nous avons diffusé un tract en persan et en arabe qui dénonce cette guerre bourgeoise et appelle au défaitisme révolutionnaire.
Voici la traduction de quelques extraits de ce tract :

L'Iran et l'Irak sont en guerre. Chacun des deux belligérants prétend que l'agresseur est l'autre; que sa guerre est "juste".

(...) En réalité, les querelles de brigands entre les deux régimes ne peuvent cacher la complicité sociale qui les unit contre les masses exploitées de la région. L'Irak, qui hébergea l'opposition religieuse de 1964 à 1978, n'a jamais rien reproché auparavant à l'Iran. Mais lorsque le mouvement des prolétaires et des semi-prolétaires explosa en Iran, le régime irakien a senti un vent brûlant venir. C'est à ce moment qu'il a invité le vieil ayatollah à cesser ses activités politiques. Le clergé était la force d'opposition la mieux organisée dans l'Iran du chah, c'est à lui qu'il incomba de prendre la tête de cet ouragan pour tenter de le maîtriser. Il s'y employa de toutes ses forces et ne parvint pas toujours à le contenir. N'a-t-il pas freiné l'insurrection armée tant qu'il a pu et n'a-t-il pas appelé à ne prendre les armes que le lendemain même de la chute de l'ancien régime ? Il réprime sauvagement les minorités nationales , écrase les femmes sous le poids de la tradition rétrograde, interdit les grèves et charge sur les chômeurs en révolte ; il continue la même politique que l'ancien régime en revendiquant l'annexion des territoires conquis par le chah. Son "anti-impérialisme" de façade cache mal son intention de détourner la révolte vers un "ennemi extérieur" pour pouvoir mieux réprimer les ouvriers qui relèvent le tête.

Les prolétaires n'ont rien à défendre dans ce régime qui les opprime et les exploite : sa défaite est une condition de leur émancipation.

Quant au régime irakien , qui baigne dans le sang des ouvriers et des paysans pauvres, qu'ils soient arabes ou kurdes, il engage une campagne d'un chauvinisme écoeurant. (...)

Les prolétaires et semi-prolétaires d'Irak et d'Iran n' ont rien à défendre dans l'un ou l'autre des régimes. Les deux sont leurs exploiteurs, leurs oppresseurs et leurs bourreaux. Les justifications de l'un et de l'autre sont les moyens pour les envoyer égorger leurs frères de classe, leurs compagnons de peine et de misère. C'est une guerre de brigands, d'exploiteurs . Contre l'infamie des deux régimes bourgeois, les prolétaires doivent préparer leur propre guerre. Ils doivent retourner leurs armes contre leurs exploiteurs directs et fraterniser avec les prolétaires des autres nationalités : c'est ce que nous appelons le défaitisme révolutionnaire.

Pour ce faire ils doivent s'organiser sur la base exclusive de leurs intérêts de classe afin de s'affranchir de cet horrible esclavage, l'esclavage moderne . Dans ce combat, le seul qui soit le leur, ils retrouveront à leurs côtés les prolétaires de tous les pays, car la souffrance et la misère que le capitalisme leur inflige à tous n'ont pas de frontières.

- A bas la guerre de brigandage entre l'Irak et l'Iran !
- A bas l'impérialisme !
- Vive la lutte de classe prolétarienne !
- Vive le défaitisme révolutionnaire !

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

24 septembre 1980

SOLIDARITE AVEC LES PROLETAIRES TURCS CONTRE LA REPRESSION

A la suite du coup d'Etat militaire qui vient d'avoir lieu récemment en Turquie, nos camarades ont diffusé un tract montrant le besoin de la lutte contre l'austérité et la violence bourgeoises sur des bases de classe.
Nous reproduisons ici des extraits de ce tract :

Une inflation annuelle de 100%; trois millions de chômeurs; un endettement extérieur colossal; une prolétarisation accélérée des classes moyennes; l'arrêt de l'immigration et donc le retour des centaines de milliers de travailleurs sans emploi. Ce sont ces facteurs qui ont poussé la classe ouvrière turque à combattre la bourgeoisie, à résister, à s'organiser pour la défense de ses conditions de vie. Comme à Izmir, au début de l'année, où l'armée - déjà - réprima à l'aide de blindés les ouvriers.

A ces facteurs doit être ajouté le fait que la Turquie occupe une place capitale dans le système de défense de l'impérialisme occidental. A cheval entre l'Europe et l'Asie, la Turquie est l'une des dernières bases stratégiques situées à proximité de l'URSS.

Le coup d'Etat militaire a fait pousser un soupir de soulagement à tous les bourgeois. En effet, la Turquie était traversée par un climat de luttes sociales, réprimées sauvagement , provoquant l'instabilité d'une région où précisément l'impérialisme exige une parfaite stabilité, c'est-à-dire que la combativité du prolétariat turc devait être brisée à tout prix pour assurer la paix sociale. (...)

La bourgeoisie, à travers la répression féroce, cherche à détruire les possibilités d'organisation du prolétariat dans les

(suite p.15)

REUNIONS DU PARTI

- REUNION SYNDICALE : Une réunion de coordination internationale de l'intervention du Parti dans les luttes ouvrières s' est tenue dernièrement. Cette première réunion s'est limitée à l'examen de la situation économique et sociale de quelques pays : l'Italie, l'Espagne et la France . Elle a essayé de mettre en évidence les tendances générales de l'offensive capitaliste dans ces pays mais également les caractères particuliers pris par les méthodes de la bourgeoisie et des bureaucraties ouvrières à sa solde, ainsi que les réactions encore faibles à cette offensive.

La réunion a également fait le point de quelques interventions du Parti, notamment dans la lutte contre les licenciements en Italie, le travail parmi les chômeurs en Espagne ou parmi les travailleurs immigrés en France.

- REUNION CENTRALE : Tout récemment s'est tenue une Réunion centrale dont l'objet était d'aborder les questions soulevées par le travail international du Parti, le développement de notre réseau organisatif et le renforcement de nos organes de presse . Cette réunion a été l'occasion d'examiner un avant-projet de "manifeste" international dont la rédaction définitive devrait être terminée pour la fin de l'année et dont la publication dans diverses langues sous forme de brochure pourra commencer dans les premiers mois de l'année prochaine.

Ce "manifeste" démontrera d'abord à partir de la marche du capitalisme vers des crises toujours plus graves et vers un nouveau conflit impérialiste la nécessité du communisme, de la révolution prolétarienne et du parti mondial centralisé.

Après avoir revendiqué la continuité avec la Ligue des Communistes et la IIIè Internationale, il présentera le programme du Parti et les objectifs de lutte partielle.

La Tunisie à l'heure de la « normalisation » syndicale

Il y a quatre mois, abordant la question de la "libéralisation" en cours en Tunisie, nous écrivions qu'" *il n'est pas exclu que l'"ouverture" politique dont se gargarise la bourgeoisie tunisienne soit complétée par une "ouverture" syndicale*" (1).

Inutile de revenir ici sur le fait que cette fameuse "ouverture' constitue dans la réalité une opération à laquelle a recoursla bourgeoisie tunisienne sous la pression des impérialismes américain et français dans le but évident de canaliser et stériliser les luttes ouvrières qui s'annoncent à l'horizon (2).

Aujourd'hui, la Tunisie est effectivement à l'heure de la "normalisation" syndicale. Selon les bourgeois, la "crise syndicale" tant estudiantine qu'ouvrière, est en voie de "règlement". Le grand principe de ce "règlement", c'est évidemment la "démocratisation" des structures syndicales de l'UGET et de l'UGTT. "*Pour le pouvoir en place, comme pour le pays, cela constituerait un moindre mal car le pourissement des deux crises risque de créer une situation catastrophique* (pour les bourgeois,bien entendu)". C'est l'aveu des amis de Mestiri, du "Mouvement des démocrates socialistes" (3).

C'est ainsi qu'une Commission Nationale syndicale vient d'être créée. L'ancien bureau éxécutif de l'UGTT "légitime" et le nouveau bureau "fantôche" instauré par Bourguiba en février 1978 se sont fondus pour former une *direction unique* dans le but préparer un "congrès extraordinaire" d'où sortira -nous en sommes sûrs une UGTT "démocratique" et bien sûr "responsable".

La mission de ces "syndicalistes" enfin réconciliés, est claire. Qu'on en juge par ce que disent les démocrates bourgeois du MDS : "*Forts du consensus qu'ils ont réalisé, ils peuvent peser sur le gouvernement et les chefs d'entreprises pour assainir le climat social et concilier le syndicalisme avec sa double vocation sociale et nationale*" (idem)

Si les bourgeois font semblant de noter avec amertume que "*ce consensus général n'est malheureusement pas parfait*"du fait que Habib Achour paraît s'opposer à cette procédure, ils n'oublient pas de rassurer tout de suite leurs amis : "*Les contacts entre responsables se poursuivent pour régler ce différend : il est certain qu'il sera d'autant plus vite aplani que les mesures restrictives prises à l'encontre des responsables condamnés seront levées*" (idem).

En effet, la bourgeoisie fait semblant d'interdire aux bureaucrates condamnés à des peines de travaux forcés ou de prison de se présenter aux élections syndicales pour mieux les blanchir aux yeux des ouvriers qui voient de plus en plus d'un mauvaisoeil la compromission de la soit-disant direction "légitime" de l'UGTT avec l'Etat bourgeois qui a lancé il y a deux ans son armée contre la classe ouvrière.

Les bourgeois ont beau se féliciter de leur " normalisation" syndicale, celle-ci signifie aussi que la bureau cratie syndicale du type de Habib Achour,en se compromettant ouvertement avec l'Etat bourgeois, ne peut quecontribuer à la longue à ternir son image aux yeux des ouvriers. C'est là un facteur d'une importance considérable que les ouvriers conscients d'avant-garde doivent mettre à profit pour arracher leurs frères de classe à l'influence de ces faux"amis" car c'est là une condition indispensable , pour que le prolétarirat puisse bouger plus librement et s'organiser efficacement sur la base de ses intérêts de classe afinde résister à l'exploitation capitaliste et à la répression de l' Etat bourgeois.

---

(1) Voir l'article intitulé: *Les travailleurs ne se laisserontpas prendre dans le piège de l"ouverture" politique*. dans *El-Oumami*, n° 10 juin/juillet 1980.

(2) Pour plus d'explication à ce sujet, voir notre supplément spécial en français et en arabe: *Le rôle contre-révolutionnaire de l"ouverture" en cours en Tunisie*, octobre 1980

(3)*Démocratie* n°83-Octobre 1980

«opposition», vous avez dit ?

Nous avons sous les yeux le texte d'une déclaration faite par A. Mestiri leader de l'"opposition" démocratique en Tunisie à l'issue d'un entretien que le premier ministre a bien voulu lui accorder. C'est une déclaration qui en dit long sur la nature profondément bourgeoise de cette soi-disant "opposition" : "*Dans un pays qui se veut démocratique, il est normal que le chef du gouvernement rencontre un membre de l'opposition.*

L'opposition, comme nous la concevons, est l'opposition responsable, celle qui se sent concernée par les problèmes du pays et son destin ... J'ai confirmé à M.Mohamed Mzali le préjugé favorable que nous accordons à lui-même et à ses collègues... J' ai senti au cours de mon entretien avec lui l'intention sincère de poursuivre dans la voie de l'ouverture ... J'ai également confirmé au premier ministre notre attachement aux institutions du régime républicain...(1)

Il est également des partis qui osent s'appeler "Union Sociaiste des Forces Populaires" qui n'ont pas trouvé un travail plus exaltant que celui qui consiste à dénoncer le "pacifisme" de la monarchie marocaine (et pourquoi pas de l'impérialisme français qui arme et soutient le régime moribond de Hassan II ?) dans la question du Sahara et à lui conseiller de ce fait un peu plus d'"intransigeance" et de "fermeté"

Les "Forces armées royales" n'utilisent pas peut-être assez de napalm et de phosphore contre les colonnes et les populations sahraouis ? La police marocaine n'emprisonne-t-elle pas et ne torture-t-elle pas assez de sahraouis résidant au Maroc ainsi que tous ceux qui - parmi les militants marocains - ont eu le courage de dénoncer l'agression criminelle de la bourgeoisie marocaine contre le peuple sahraoui ?

Rien à faire. "... *en misant sur une hypothétique bonne volonté algérienne, les responsables marocains accumulent erreur sur erreur et surtout défaite sur défaite. C'est la rançon du pacifisme exagéré des gouvernants marocains... Reste à savoir si les gouvernants marocains continueront en dépit de cela et de la fermeté du ton, de l'action et du soutien aux agresseurs* (il s'agit évidemment des... sahraouis), *des dirigeants d' Alger , à faire figure d'enfants de choeur avec leurs discours sur le dialogue, la concertation et la paix*". (2)

Les "socialistes" de l ' USFP appellent carrément la monarchie à accentuer sa guerre de rapine qu'elle mène contre les masses sahraouis avec la bénédiction et l'appui logistique des impérialismes américain et français.

* * *

Il s'agit là de toute évidence de partis d'"opposition" qui servent à faire passer parmi les travailleurs la politique que la bourgeoisie s'est avérée incapable d'imposer de manière plus directe. Le développement de la lutte et de l'organisation indépendantes du prolétariat passe par la lutte la plus ferme contre tous ces partis bourgeois !

---

(1) *Démocratie* n°83, octobre 80.
(2) *Libération*, organe de l'USFP du 31/10/80.

L'URSS est bien impérialiste

L'intervention russe en Afghanistan a déclenché une polémique sur sa nature, et par conséquent sur la nature de l'Etat et de la politique extérieure soviétiques : « l'URSS est-elle impérialiste ? ». Le trotskysme a répondu unanimement par la négative. Une réponse affirmative aurait été en contradiction ouverte avec sa « défense de l'URSS ». Ainsi, par exemple, Lutte de classe **(9-6-80) développe son argumentation autour de deux axes : le premier est la négation de la nature capitaliste de l'Union soviétique, négation que notre Parti a réfutée dans de nombreux travaux et sur laquelle nous ne nous arrêterons pas ici ; le second consiste à nier que l'URSS ait besoin de « nouveaux champs d'investissements » pour ses capitaux (un « socialisme » qui investirait des capitaux, voilà une perle théorique du trotskysme !), d'où elle conclut que « l'URSS n'est pas soumise aux mêmes nécessités économiques que l'impérialisme ». La conclusion est évidente : la raison ultime des guerres résiderait seulement dans l'impérialisme occidental. La Russie est lavée du péché originel.**

Le problème touché ici est avant tout celui de la manière de poser la question, une question de **méthodologie matérialiste.** Du point de vue marxiste, est-il licite d'étudier un pays **en lui-même** quand il s'agit d'analyser des phénomènes de portée mondiale comme l'impérialisme ? Naturellement, la réponse est **négative**. Le propre du matérialisme dialectique est l'étude des phénomènes dans leurs relations **réciproques** et dans leur **devenir historique.** Pour cela nous pouvons nous reporter à Trotsky lui-même qui explique la nature de l'intervention tsariste dans la première guerre mondiale :

« La participation de la Russie à la guerre comportait des contradictions dans les motifs et dans les buts. En fait, la lutte sanglante avait pour objet une domination mondiale. En ce sens, elle dépassait les possibilités de la Russie [...] En même temps, la Russie, en qualité de grande puissance, ne pouvait s'abstenir de participer à la mêlée des pays capitalistes plus avancés, de même qu'elle n'avait pu, durant l'époque précédente, se dispenser d'établir chez elle des usines, des fabriques, des voies ferrées, d'acquérir des fusils à tir rapide et des avions. Fréquemment, parmi les historiens de la nouvelle école [on pourrait ajouter : et les trotskystes d'aujourd'hui — NDR], des discussions s'élèvent sur le point de savoir dans quelle mesure la Russie tsariste était mûre pour une politique impérialiste moderne, mais ces controverses retombent toujours dans la scolastique, car l'on considère la Russie sur le terrain international comme un élément isolé, comme un facteur indépendant. Or, la Russie n'a été qu'un chaînon d'un système [...]. La Russie payait ainsi le droit d'être l'alliée de pays avancés, d'importer des capitaux et d'en verser les intérêts, c'est-à-dire, en somme, le droit d'être une colonie privilégiée de ses alliés ; mais, en même temps, elle acquérait le droit d'opprimer et de spolier la Turquie, la Perse, la Galicie, et en général des pays plus faibles, plus arriérés qu'elle-même. L'impérialisme équivoque de la bourgeoisie russe avait, au fond, le caractère d'une agence au service de plus grandes puissances mondiales » (« La Russie tsariste et la guerre », **Histoire de la révolution russe,** éd. du Seuil, pp. 53-54).

Le passage de Trotsky est lumineux. **D'abord,** il faut commencer par étudier les phénomènes déterminants du capitalisme et de la politique mondiale de l'impérialisme ; **ensuite,** on peut et on doit analyser la nature de l'action politique d'un Etat donné. La politique du tsarisme pendant la première guerre et celle de la bourgeoisie russe après février 1917 (dont l'économie, soit dit en passant, n'avait pas **en soi** besoin d'exporter des capitaux comme c'est le cas d'un capitalisme dans sa phase sénile), ne peut être expliqué qu'en fonction de toute la réalité et de la politique mondiales de l'impérialisme, de la même manière que l'action d'Etat du tsarisme depuis ses origines, avec Pierre le Grand, ne peut s'expliquer par les besoins de l'économie russe féodale et patriarcale, mais comme réaction à et en fonction du **capitalisme international** en expansion dans l'aire européenne occidentale. Ce sont les besoins d'Etat qui poussent la monarchie dans sa politique de grande puissance, d'annexions et d'expansionnisme ; ce sont les besoins de sa défense militaire qui poussent le tsarisme dans des guerres innombrables, pour s'ouvrir la voie vers la Baltique et pour le contrôle du Détroit des Dardanelles.

S'il est bien certain que « le facteur qui en dernière instance détermine l'histoire est la production et la reproduction de la vie réelle », il n'est pas moins certain que « si quelqu'un déforme cela en disant que le facteur économique est le seul déterminant, il transformera cette thèse en une phrase vide, abstraite, absurde, [étant donné que] la situation économique est la base, mais les divers facteurs de la superstructure qui se fondent sur elle — les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats [...] — exercent aussi leur influence sur le cours des luttes historiques » (Lettre d'Engels à J. Bloch du 21-22/9/1890).

Ainsi, la participation de l'Etat russe à la seconde guerre mondiale, après que le stalinisme eut liquidé le parti bolchévik et l'Internationale de Lénine et, par conséquent, la dictature prolétarienne en Russie, faisant de l'Etat soviétique l'agent du développement capitaliste russe et de ses intérêts nationaux, ne peut être expliquée qu'en fonction des affrontements interimpérialistes et, dans ce cadre mondial, de la sauvegarde de ses intérêts purement nationaux. Il est certain que la Russie stalinienne en pleine industrialisation sauvage n'avait pas besoin d'exporter des capitaux, mais sa participation à la guerre résulte du fait quasi mécanique selon lequel une grande nation ne peut se maintenir en marge d'une guerre mondiale pour le partage du monde. La **forme** de cette participation est déterminée non seulement par ses besoins propres, mais aussi par la politique même des grands pays belligérants.

L'alliance de l'URSS avec l'Allemagne nazie permettait non seulement à la Russie de s'éloigner des fronts de bataille, pour laquelle elle n'était pas réellement préparée, mais encore de poursuivre la politique historique d'annexions en Europe centrale (partage de la Pologne, annexion des pays baltes, etc.) que l'Etat tsariste (et ensuite démocratico-bourgeois après la Révolution de Février) avait pratiquée auparavant. La rupture vint du côté de l'Allemagne, et alors l'alliance américano-russe naquit des besoins mutuels des deux alliés, besoins déterminés par les exigences d'une politique mondialement impérialiste : l'URSS donnait la chair à canon constituée par des dizaines de millions de prolétaires russes et internationaux, et assurait la paix sociale dans les pays alliés grâce à la politique de ses agents locaux, les PC officiels ; les USA fournissaient les capitaux, les aliments et les canons. Face à la guerre impérialiste, il n'existe pas de troisième voie entre celle qui consiste à se plier et à **s'intégrer** à la politique déterminée par les grands colosses impérialistes (c'est-à-dire y participer), et l'autre voie, la révolution prolétarienne, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. La Russie était déjà devenue l'agent de la liquidation de cette voie révolutionnaire et participa à la guerre impérialiste selon les vicissitudes de la lutte entre l'Allemagne et l'Angleterre, dans sa première période, entre l'Allemagne et les USA-Grande-Bretagne ensuite.

La Russie avait participé à la première guerre comme alliée mineure des pays avancés et en tira ainsi le droit d'opprimer des pays plus petits. Elle participa à la seconde à cause d'exigences nationales et obtint ainsi le droit de se constituer un **glacis** autour d'elle (ce qui est une politique constante depuis des siècles) pour satisfaire des besoins de caractère militaire, en créant une « zone d'influence propre ». Cette zone lui permit de mener à bien un pillage économique à grande échelle durant les premières années de l'après-guerre pour reconstruire son propre potentiel économique et, ensuite, de superposer à sa domination politique des relations économiques régies par des « traités inégaux ».

La Russie devint ainsi un **maillon primordial** de tout le système impérialiste mondial, dont la **forme** est déterminée par les vicissitudes historiques qui conditionnèrent le résultat de la seconde guerre et qui, en dernière instance, résultent des tendances profondes du capitalisme à l'époque impérialiste.

Le lecteur trouvera dans l'article « Evolution des rapports interimpérialistes depuis

suite de la p. 2

des avant-gardes se donnent pour objectif d'œuvrer en vue d'éviter au mouvement ouvrier naissant le risque de se confiner dans un horizon purement économique. Car si la lutte et l'organisation économiques représentent un terrain naturel de regroupement des forces prolétariennes, et dans un second stade de préparation révolutionnaire, elles ne sont pas par elles-mêmes incompatibles avec le mode de production et l'Etat capitalistes. Seule l'intervention consciente du parti communiste - qui ne regroupe en son sein qu'une minorité d'ouvriers d'avant-garde prêts à lutter pour réaliser le programme révolutionnaire du communisme - peut donner à la classe l'unité de but, de volonté et d'action qui lui permet de faire le saut qualitatif de la lutte économique à la lutte révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

la dernière guerre » (**Le Prolétaire** n°s 255 et 256) un cadre général de l'histoire de la politique russe comme partie intégrante des rapports interimpérialistes. Plus récemment, son intervention en Afghanistan, qui était hors de ses chasses gardées, vient surtout d'exigences politico-militaires : l'accès direct aux routes et aux sources pétrolifères occidentales est un facteur décisif de pression sur les pays de l'Europe occidentale et le Japon et de concurrence avec les Etats-Unis dans la perspective d'un futur conflit mondial.

Or, en créant sa propre zone d'influence politico-économique, l'URSS s'est donné de meilleures conditions pour accélérer sa propre industrialisation interne (les accumulations primitives en Angleterre et en France et leur transformation impérialiste sont nourries du pillage et de la domination sur d'autres peuples) ; les conditions aussi d'un rapide développement de ses tendances internes, propres au capitalisme impérialiste, à un certain point de son évolution. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser en détail les rapports économiques du capitalisme russe avec ses « satellites » qui, **tendanciellement**, ne peuvent manquer d'assumer ces mêmes caractéristiques économiques propres à l'impérialisme. Nous avons déjà montré autre part (cf. la série « L'Afrique, proie des impérialismes », **Programme Communiste** n°s 76, 77, 79 et 81) que ces tendances — naissantes, c'est certain — apparaissent dans les relations de l'URSS avec l'Afrique. Et la vente d'armes à l'Egypte, la construction du barrage d'Assouan, la vente d'usines entières à la Chine durant la période d'une idylle maintenant périmée, est-ce que ce n'est pas de l'exportation de capitaux ? Le fait que dans tout cela il y ait un calcul stratégico-militaire ne change rien à l'affaire : la politique est aussi un facteur qui a une incidence sur l'économie, accélérant l'évolution historique elle-même (ainsi, le saut vers le capitalisme d'Etat en Allemagne résulta des besoins de l'effort de guerre en 1914).

En fin de compte, la préparation du prolétariat au **défaitisme révolutionnaire** exige la démonstration non seulement du caractère capitaliste de l'URSS, mais encore sa dénonciation en tant que **pilier fondamental** du système impérialiste mondial.

Dans un texte de parti qui aborde cette question épineuse, nous écrivions : "La praxis marxiste juste affirme que la conscience de l'individu et aussi de la masse suit l'action et que l'action suit la poussée de l'intérêt économique. Ce n'est que dans le parti de classe que la conscience et, dans des phases déterminées, la décision d'agir précèdent l'affrontement de classe." *Et le même texte expose aussi le schéma de la praxis dans la théorie marxiste :* "L'individu passe du besoin physique à l'intérêt économique et à l'action quasi-automatique pour le satisfaire, c'est seulement après qu'il en arrive à des actes de volonté et, enfin à la conscience et à la connaissance théorique. Dans la classe sociale, le processus est le même sauf que toutes les forces s'exhaltent en convergeant dans une même direction. Dans le parti, où confluent toutes les influences venues des individus et de la classe, leur apport détermine la possibilité et la faculté d'une vision critique et théorique et d'une volonté d'action, qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication de situations et de processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat." *(Voir le renversement de la praxis republié dans notre revue théorique internationale Programme Communiste n°56, juillet-septembre 72.*

En ce qui concerne la question de la "révolution internationale", tu as raison de soulever le problème de l'hétérogénéité du mouvement social à l'échelle mondiale et il est vrai que les contradictions ne sont pas au même stade partout. Les marxistes qui sont des révolutionnaires internationalistes, s'appuient sur une conception matérialiste de l'histoire et de la lutte de classes. Le but final des communistes c'est le socialisme, le communisme à l'échelle internationale car le socialisme ne peut s'instaurer dans les limites d'un seul pays, l'interdépendance des économies capitalistes nationales au moyen du marché mondial à elle seule suffit pour démentrer la stupidité des tenants du "socialisme dans un seul pays" quand ils ne sont pas carrément contre-révolutionnaires sur la trace du stalinisme, "grand organisateur des défaites" du prolétariat mondial et fossoyeur de l'Internationale Communiste de Lénine.

Pour atteindre le but du communisme international, il faut une révolution internationale, il faut un parti international. Est-ce à dire que la révolution internationale se fera simultanément à l'échelle internationale ou ne se fera pas ? Est-ce à dire que le parti international se construira dès le départ simultanément dans tous les pays ou ne se construira pas ?

Evidemment non, car ce serait là un dilemne infantile qui, dans la pratique poussera la révolution internationale et la construction du parti international aux calendes grecques.

La révolution prolétarienne se déclenchera certainement dans un pays ou une série de pays avant d'embraser, dans un processus qu'on ne peut décrire en détail, par avance, tous les pays du monde. Elle se déclenchera sans doute d'abord dans les pays où les contradictions ont le plus mûri, où l'Etat bourgeois est le plus faible, où le prolétariat est le plus actif et où le parti de classe international est le mieux implanté. L'important, c'est que le prolétariat une fois au pouvoir dans un pays ou une série de pays, aura pour premier devoir impératif de travailler de toutes ses forces en vue d'étendre le feu de la révolution aux autres pays et aux autres continents.

Pour revenir à la question que tu soulèves en dernier à propos des paysans, il n'était pas dans notre intention de sous-estimer le potentiel révolutionnaire de la paysannerie PAUVRE en Algérie pour la bonne raison que lorsque les marxistes appellent le prolétariat à entraîner derrière lui la masse des paysans pauvres dans sa lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, cela veut dire que les paysans pauvres peuvent être entraînés par leurs conditions de vie dans cette lutte car il ne vient jamais à l'idée d'un parti de classe révolutionnaire de vouloir entraîner des couches ou des classes sociales dont les intérêts économiques poussent au conservatisme ou au conformisme.

Pour prendre l'exemple concret de l'Algérie, il est vrai qu'il existe au moins un demi-million de paysans sans terre qui sont objectivement appelés à se soulever contre l'Etat bourgeois.

Le prolétariat, en s'organisant sur la base de ses intérêts de classe distincts, a tout intérêt à intégrer leur combat dans sa marche vers l'assaut du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie tout en n'oubliant pas un instant - et le devoir du parti de classe est de le lui rappeler à tous les moments - que c'est surtout sur ses épaules que se réalisera l'édification de la société socialiste car il est la seule classe qui non seulement se trouve dans une situation de sans-réserves et donc sans-propriété mais dont l'émancipation n'est pas liée - contrairement à la paysannerie pauvre - à une quelconque aspiration à devenir "propriétaire", tout au contraire.

suite p. 14

le capitalisme malade

" Les pays occidentaux abordent la première partie de cette décennie", écrit le Figaro du 23 septembre, *"dans de biens mauvaises conditions : l'inflation sévit presque* (sic) *partout ; le ralentissement de l'activité est général; le chômage gagne tous les pays industrialisés; le désordre des monnaies fait chaque jour craindre le pire. Et, en toile de fond, la crise de l'énergie interdit toute perspective optimiste"*. En bref , le capitalisme est malade.

Selon le GATT, la croissance du commerce mondial a diminué de moitié par rapport à l'an dernier (entre 2 et 3% en 1980 contre 6% en 1979; 5,5% en 1978 ; 4,5% en 1977; 11% en 1976 et - 3% en 1975). Le FMI a complété le tableau en prévoyant pour 1981 une "croissance" zéro du commerce international. Pour ce qui est de la production mondiale le rapport du GATT note que le ralentissement observé en 1979 s'est accentué depuis le début 80. Le FMI ajoute qu'en 1981 la croissance sera "pratiquement nulle" et n'écarte pas l'éventualité d'une "récession internationale" c'est-à-dire d'une diminution en *valeur absolue* de la production. Le point positif serait - par rapport à 1974 - que la conjoncture des pays industrialisés n'est pas en phase de part et d'autre de l'Atlantique. La reprise aux Etats-Unis compenserait la récession en Europe occidentale.

L'ennui, c'est que ladite reprise américaine *"s'annonce de façon inquiétante"* (*Les Echos*). *"Les sursauts de l'économie américaine,* écrit ce journal, *loin de soulager tous les Américains plongent les experts dans des abîmes de perplexité. Intervenant plus rapidement que prévu , les signes de reprise qui se multiplient font peser en fait une double menace : celle d'un redémarrage de l'activité sans que l'inflation ait été enrayée par la récession, ainsi que la tentation* (pour la banque centrale américaine) *d'opter pour une politique monétaire plus restrictive au risque de mettre un terme brutal à une relance encore des plus fragiles."* On voit donc que les risques d'une récession généralisée sont loin d'être exclus.

Toujours selon le G A T T, le chômage continue à croître et l'inflation s'accélère. La hausse des prix a été en moyenne de 12,5% en mai 1980 dans les pays industrialisés (contre 11% en décembre 1979), 14,5% en avril pour les pays en voie de développement exportateurs de pétrole (contre 13% en 1979) et de plus de 35% pour les pays non exportateurs de pétrole (et il s'agit là d'une moyenne : dans certains pays l'augmentation a été de 100 à 200% par an).

Dans tous les pays occidentaux le tableau est le même : ralentissement de la croissance , inflation, chômage, austérité.

Aux Etats-Unis le PNB a baissé sur une base annuelle de 9,6% pendant le deuxième trimestre 1980. Le chômage a atteint en juin 7,7% de la population. L'administration américaine prévoit 8,5% à la fin de l'année, soit 8,9 millions de personnes. En dépit des efforts du gouvernement - les élections approchent - le taux d'inflation n'a pas baissé sensiblement (11% en juillet).

En Grande-Bretagne l' inflation a atteint 16,3% d'août 79 à août 80. C'est moins que les 16,9% enregistrés en juillet mais l'augmentation des prix (électricité, gaz, téléphone, charbon) va faire remonter l'inflation. Il y a deux millions de chômeurs - nouveau record - et les entreprises continuent à licencier. Au dernier congrès du TUC l'ancien premier ministre a déjà proposé aux syndicats une politique des revenus - c'est-à-dire de limitation des salaires- en cas de retour des travaillistes au pouvoir !

En Allemagne, la croissance de l'économie s'est ralentie au second trimestre de cette année: 1,5% contre 5,8% pour les trois premiers mois. Le PNB a augmenté de 3,6% de janvier à juillet, alors que la croissance avait été de 4,7% et 4,4% durant le premier et le second trimestre de 1979.

Le chômage touchait en août 3,7% de la population active (contre 3,5% en juin). Le secteur automobile est particulièrement touché et l'Institut de recherches économiques de Munich prévoit 1,1 million de chômeurs (5% de la population active) pour 1981.

Au Japon , le gouvernement vient d'adopter un plan de "relance et d'assainissement" destiné à stimuler l'investissement (et donc à accroître le chômage), à freiner la hausse des prix (et donc à freiner les salaires) et à contenir la demande intérieure (et donc à ralentir la consommation). *"L'accélération des prix intérieurs pourrait être relativement modérée,* écrit *Le Monde* du 11 août en rendant compte du dernier rapport de l'OCDE sur le Japon, *par suite de l'évolution raisonnable des coûts salariaux et du relâchement des pressions de la demande...* Le taux d'inflation qui devrait être de 8,5% de juillet à décembre 1980 tomberait ainsi à 6,25% de janvier à juillet 1981. Grâce à l'austérité.

En F r a n c e , on compte 1 500 000 chômeurs officiels et les experts qui ont préparé le VIIème Plan "n'excluent pas, écrit le *Figaro*, deux millions de chômeurs en 1985. Dans le rapport économique et financier pour 1981 le gouvernement réaffirme la *"nécessité d'une discipline stricte des revenus"*. *" Le choix,* écrit-il, *est entre la stabilisation* temporaire *du pouvoir d'achat* (souligné par nous) *et sa réduction à brève échéance."* En d'autres termes la réduction du pouvoir d'achat va se poursuivre.

En Espagne le chômage touche maintenant 1 500 000 personnes , soit 11% de la population active. Déjà le chômage s'était brutalement aggravé l'année dernière en faisant un bond de 23% . *"La masse des sans-travail inquiète les partis politiques qui y voient un péril pour la démocratie"* écrit le correspondant du *Monde* à Madrid (7 août 1980). La révolte des ouvriers agricoles en Andalousie montre le degré de misère atteint par certaines catégories de travailleurs espagnols.

En Italie enfin le taux d'inflation annuel s'est établi à 21,6% en juillet et le nombre des chômeurs s'accroît encore . Fiat par exemple a annoncé le licenciement de 15 000 travailleurs et, quel qu'il soit, le prochain gouvernement poursuivra la politique d'austérité de ses prédécesseurs.

Nous espérons que ces quelques éléments de réponse suffiront à te donner une vision moins schématique de nos positions même si nous sommes conscients qu'il nous reste beaucoup à faire pour expliciter les positions théoriques, programmatiques et politiques qui nous distinguent dans un langage plus accessible à tous ceux qui s'éveillent - avec enthousiasme souvent - aux questions fondamentales de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. En tout cas, n'hésite pas à nous écrire si tu as besoin d'éclaircissements sur tel ou tel aspect des problèmes posés.

Pour El Oumami

Il est évident que cela s'adresse également à tous nos lecteurs que nous invitons vivement à nous écrire pour nous faire part de leurs impressions et nous envoyer des informations sur la vie et les luttes de notre classe.

IRAN-IRAK : une guerre de brigandage

(suite de la p1)

L'Irak s'est donc proclamé défenseur de la "liberté de navigation dans le Golfe". Il y est naturellement intéressé comme exportateur, mais il intéresse aussi grandement tous les impérialismes. Carter avait rappelé en janvier 80 que cette région était d'un 'intèrêt vital" pour les Etats-Unis. Mais alors, que dire pour le Japon ou l' Europe qui en dépendent davantage encore ? Et pour la Russie, non seulement du point de vue stratégique, mais à terre, également économique ? Aussi, tous les impérialismes ont-ils massé un énorme dispositif militaire dans la mer d'Oman et dans l'Océan indien, prêts à intervenir à la moindre occasion !

Pourtant, si c'est une lutte sociale qui bloque la voie du pétrole, n'est-il pas préférable que ce soit une force locale qui nettoie le terrain ? L'Irak de Saddam Hussein, expert en méthodes expéditives et en répression barbare, est prêt pour la sale besogne. Les travailleurs immigrés qui forment la majorité de la population d'Arabie et des Emirats ont déjà été appelés à se tenir cois, au nom de l'"arabité du Golfe" ! Il fallait en outre passer aux actes pour faire la preuve de ses aptitudes. C' est aujourd'hui fait ! Et comme toute peine mérite salaire, l' Irak réclame à la bande des impérialismes associés de lui accorder l'"arabité du Golfe" contre l'Iran et de lui garantir quelques territoires litigieux pris sur l'"ennemi héréditaire".

Que peuvent Bani Sadr et Khomeiny devant un acte de piraterie de la sorte ? Ils sont abandonnés à leur triste sort par l' "opinion publique internationale", c'est-à-dire par le concert des impérialismes grands et petits, et ne tiennent en place que parce qu'ils peuvent encore éviter une situation sociale plus dangereuse.

Si l'Irak lève le drapeau de l'arabisme, qu'il emploie dans la guerre de banditisme contre l'Iran,,alors qu'il s'est bien gardé de l'utiliser autrement qu'en paroles dans la guerre contre Israël et l'impérialisme, le gouvernement iranien prétend lever de son côté le drapeau de la lutte contre l'impérialisme et dénonce le "complot impérialiste" dont Saddam Hussein serait l'instrument.

Cependant , si Khomeiny avait dénoncé l'annexion des îles contestées et du Chatt el Arab et le traité d'Alger de 1975, et s' il ne poursuivait dans les faits la politique chauvine et grand-perse du chah , l'Irak aurait-il la même force aujourd'hui pour réclamer de l'impérialisme les miettes que l'Iran avait obtenues hier pour prix de son rôle de gendarme ?

La guerre n'a donc aucun caractère "national" progressif du côté iranien, pas plus que du côté irakien. Elle est une dispute entre brigands, et entre larbins, l'un en grâce, l'autre en disgrâce, pour le partage des insignes de garde-chiourme !

La meilleure preuve de cette affirmation est le caractère ouvertement anti-populaire de la guerre. Un correspondant de presse à Bassorah, grande ville industrielle de l'Irak affirmait le jeudi 25/9 à une chaîne de radio française que l'armée irakienne menaçait de tirer à vue dans les rues sur tout travailleur cherchant à sortir de chez lui : soumise aux bombardements iraniens, la classe ouvrière subit le terrorisme de son propre Etat ! Les bourgeois mènent la guerre avant tout contre les exploités. L'Irak, qui a peur que l'agitation sociale iranienne ne se communique chez lui, a besoin d'une "sortie militaire". Sans doute fait-il un nouveau clin-d' oeil à l'ordre établi international en cherchant à donner une chiquenaude au régime de Khomeiny, dans l'espoir de le faire tomber.

Du côté iranien , on n'a pas perdu de temps pour jouer sur l' "agression" irakienne et lancer une campagne chauvine pour l' union sacrée. Khomeiny se devait d'appeler "toutes les couches de la population" à "mettre fin à leurs discordes car celles-ci ne font qu'aider l'ennemi du pays" (*Le Monde* du 25/9).

Que les chômeurs oublient donc leurs discordes sur l'allocation-chômage et les douleurs de leur ventre creux ! Que les Kurdes oublient les massacres des gardiens de la révolution , les travailleurs du pétrole les persécutions des "conseils islamiques", les paysans pauvres les exactions des propriétaires fonciers, que tous oublient le vent des promesses fallacieuses et la répression anti-ouvrière d'un régime qui, d'un point de vue social, est bien *l'héritier* de celui de Pahlavi !

Rien de tel donc , également pour l'Iran, qu'une bonne guerre pour briser l'agitation sociale endémique, par *l'état de siège*, que Khomeiny tombe ou que son régime en sorte momentanément revigoré !

Des deux côtés donc, la guerre est anti-prolétarienne et la classe ouvrière n'a qu'une possibilité, se protéger de *l'une et l'autre bourgeoisies* coalisées contre elle, même quand elles se disputent !

(suite de la p.10)

PROLETAIRES TURCS

usines, les quartiers, lui interdisant de s'associer, de se réunir, de publier sa presse.

Face à cela la tâche des révolutionnaires est de travailler à ce que le prolétariat se prépare à riposter à l'Etat turc.

Camarades ,
La lutte contre la terreur militaire est indissociable de la lutte contre la bourgeoisie - de gauche ou de droite - et l'impérialisme, tous les impérialismes. Et dans cette lutte gigantesque le prolétariat n'a que faire de l'appui de certaines couches de la bourgeoisie anti-américaine . Celle-ci profitera de la moindre occasion pour s'attaquer à son tour à la classe ouvrière.

Il est du devoir des prolétaires du monde entier de soutenir leurs frères de classe turcs victimes de la bourgeoisie. De la Pologne à l'Algérie en passant par la Bolivie, les prolétaires ont le même ennemi : la bourgeoisie. Ils n'ont qu'une arme : la force que donne la lutte unie , organisée et indépendante des traîtres et des faux-amis.

Oui vraiment, les prolétaires turcs ne peuvent compter pour les soutenir que sur leurs frères de classe des autres pays.

Ce soutien, le seul réel , le seul qui fasse trembler les bourgeois, long et difficile à préparer, est la multiplication des foyers de lutte anti-capitaliste pour forger l'unité internationale du prolétariat.

19 septembre 1980

LISEZ
LE PROLETAIRE
bimensuel

Le PRS et ses dissidents ou l'impasse

Dans la situation politique qui prévaut en Algérie , le PRS a constitué, par l'implantation relative qu'il a pu avoir à un certain moment et par le "verbalisme révolutionnaire" dont il a fait preuve durant toute une période , un "pôle d'opposition" autour duquel nombre de travailleurs et de jeunes combatifs se sont regroupés dans l'espoir d'oeuvrer en vue de la création d'un " parti d'avant-garde " révolutionnaire au service de la lutte des masses exploitées et opprimées.

La trajectoire misérable qui a conduit un parti qui ose se proclamer "Parti de la Révolution Socialiste" à écrire au président de la république pour lui demander poliment ... de choisir entre la continuité et le changement n ' a pas manqué de surprendre nombre de militants qui étaient jusque-là trompés dans leur générosité militante et a même provoqué récemment une scission au sein du PRS.

L'accession de l' Algérie à l'indépendance avait inauguré une période d'instabilité sociale et politique extrême. Les contradictions qui existaient entre les différentes fractions bourgeoises et petites-bourgeoises que la direction du FLN a pu reléguer au second plan durant la guerre anti-coloniale, n'ont pas tardé à se manifester ouvertement au lendemain de l'indépendance. Les masses, qui ont le plus supporté le poids de la guerre de libération nationale , se sont vues violemment écartées de la vie politique par le régime de Ben Bella placé à la hâte par l'état-major de l'ALN qui avait à sa tête le Colonel Boumediène.

C'est dans ce contexte général qu'est né le PRS. Un contexte marqué par la course effrénée aux "affaires" (villas , commerces , entreprises...) et au pouvoir, les postes importants au sein de l'appareil d'Etat permettant d'acquérir, de protéger ou de consolider les richesses, titres de propriétés, etc. Mais un contexte marqué *aussi* par une frustration et un mécontentement parmi les masses qui, faute d'une préparation, d'une expression et d'une organisation *de classe*, ont alimenté un découragement et une démobilisation néfastes ou, au mieux, ont conduit certains détachements combatifs à rejoindre les maquis dissidents en Kabylie et dans le Constantinois où ils se sont faits massacrer par l'armée de Boumediène.

LE LOURD HERITAGE DU FLN

C'est cette situation qui explique essentiellement la "dualité" apparente du PRS à sa création. Le fait qu'il vient d' une scission de l'ancien FLN sans pour autant renier son *nationalisme* par définition *inter-classiste*, plaçait le PRS dans le jeu politique qui prévalait à l' époque où chaque parti était en quelque sorte le cheval de bataille d'une fraction bourgeoise ou petite-bourgeoise cherchant à faire pression sur le bureau politique du FLN pour faire prévaloir ses intérêts particuliers.

Mais le fait que parmi les dissidents du FLN, qui ont créé en septembre 1962 le PRS, on pouvait trouver d'anciens militants de l'UGTA et de l'UGEMA , notamment de la Fédération de France, particulièrement sensibles à la frustration et à la déception que les masses ne cachaient pas en voyant ce qui se passait, explique largement à son tour que le PRS se soit obligé de se parer d'un certain " radicalisme verbal ".

Selon l'historiographie officielle du PRS, la volonté des militants qui l'avaient fondé était " de créer un Parti de classe capable de poursuivre la révolution jusqu'à la fin de l' exploitation de l'homme par l'homme " (1). Dans son tract du 1er mai 1963, le PRS n'hésite pas à faire référence au " socialisme scientifique ".

Dans sa proclamation du 20 septembre 1962, le PRS énonçait ainsi les "principes de base" de son programme :

" - l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme;
- la propriété collective des moyens de production et la révolution agraire au profit des masses paysannes;
- la gestion économique et sociale du pays par les masses laborieuses;
- le pouvoir politique aux mains des travailleurs."

Cependant, ni la référence au "socialisme scientifique", ni les proclamations vagues sur "l' abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme" et le "pouvoir des travailleurs", ne suffisent pour cacher le fait que le PRS n'est jamais arrivé à dépasser une conception superficielle du dénouement tragique de la révolution algérienne qui l' amenait à chercher ses causes, non pas dans les circonstances historiques de l'époque et avant tout l'absence du prolétariat *en tant que classe indépendante* , mais plutôt dans le comportement personnel de tel ou tel dirigeant : " Deux mois à peine après l'accession à l'indépendance et par suite de crises successives provoquées par certains dirigeants avides de pouvoir, notre pays est plongé dans l'anarchie et l' insécurité." (2)

Il va sans dire que cette conception ne peut permettre à ses tenants de voir les problèmes qui se sont posés au lendemain de l'indépendance en termes de classes et de luttes de classes. Dans une situation objective comparable à celle de l'Algérie en 1962, un véritable parti de classe, au lieu de pleurnicher sur "l'anarchie et l'insécurité" , profitera de l'instabilité sociale et politique qui règne, de l' usure réelle du FLN et de la faiblesse relative de la bourgeoisie aggravée par les luttes intestines qui se déroulaient en son sein, pour *organiser* le prolétariat et les masses exploitées et les *préparer* à la lutte pour la *prise du pouvoir* et *l' instauration de la dictature du prolétariat* qui prendra dans ce cas la forme d'une république ouvrière et paysanne.

Pour voir à quel point le PRS était dès sa naissance prisonnier de l'héritage nationaliste et inter-classiste du FLN, il n' y a qu'à se pencher sur la façon avec laquelle il escamote les véritables conflits de classes surgis au grand jour au lendemain

(1) El Jarida *n°7, septembre 1969*
(2) *Proclamation du 20 septembre 1962.*

du nationalisme petit-bourgeois

Contrairement à ses dissidents préoccupés surtout à régler leurs comptes avec leurs ex-camarades, nous ne mettons pas la *pratique opportuniste* de plus en plus flagrante du PRS depuis son fameux "tournant droitier" de 1976 sur le compte exclusif de la corruption de ses chefs. Il s'agit là tout au plus d'une explication purement personnelle et superficielle tant qu'elle ne met pas en rapport ce phénomène avec les problèmes politiques posés et qui sert surtout à dédouaner ses auteurs de leur responsabilité politique dans le cours *de plus en plus réformiste* suivi par le PRS.

Contre ceux qui défendent la légende suivant laquelle il y aurait eu dans un premier temps un PRS "vraiment révolutionnaire", dans un deuxième temps seulement un PRS en proie à une gangrène bureaucratique qui l'aurait vidé de son contenu initial, nous montrerons que le "tournant droitier" du PRS s' inscrit pleinement dans la *ligne programmatique et politique nationaliste petite-bourgeoise* qui a toujours été la sienne depuis sa création en 1962.

de l'indépendance : " Le véritable conflit demeure entre le peuple algérien et le néo-colonialisme qui trouve sur le sol national des alliés conscients en la bourgeoisie nationale, ou encore inconscients en des dirigeants petits-bourgeois." (3)

C'est en utilisant le même argument - c'est-à-dire le "danger du néo-colonialisme - que les fractions bourgeoises et petites bourgeoises triomphantes en 1962 se sont réfugiées sous l'aile de l'état-major de l'ALN en imposant aux masses un véritable *état d'exception politique* sous prétexte de renforcer l'" unité nationale " menacée par"l' impérialisme et la réaction". Si le PRS s'est effectivement opposé au bureau politique du FLN à l' époque, il ne demeure pas moins vrai que sa démarche ne diffère en rien fondamentalement de celle de ses adversaires.

Le PRS, tout comme ses adversaires, parle de "peuple algérien" toutes classes confondues et continue à prétendre que le conflit "principal" oppose le "peuple algérien" au "néo-colonialisme", escamotant ainsi la véritable *nature de classe* du conflit qui oppose désormais le prolétariat et les masses exploitées à la bourgeoisie et à la petite-bourgeoisie. Ce n'est donc pas un hasard si le PRS en vient à appuyer l'idée du "parti unique" qui à l'époque ne pouvait signifier que le *parti unique des classes possédantes* : " Notre pénurie en cadres techniques, (le lecteur appréciera comme il se doit ce langage de candidats-ministres) notre faiblesse industrielle, nos besoins en investissements, une accumulation dérisoire des moyens de production , ne feront que confirmer la thèse du parti unique. Aucun esprit lucide, aucun militant sérieux ne saurait aller à l'encontre de cette exigence de base qui a fait ses preuves dans plusieurs cas comparables au nôtre." (4)

Mais là où le lourd héritage du FLN se fait sentir avec le plus de poids sur les épaules du PRS c'est quand on examine ses *pratiques* qui sont encore endeçà des proclamations fracassantes auxquelles il nous a habitués. En se penchant à sa manière sur l'histoire du PRS, *El Jarida* se permet d'écrire que celui-ci " rejetant les combines de sommet et les luttes stériles au sein des appareils, il a placé son action dans le sens de la prise de conscience des masses populaires " (5). Il s'agit là d'un mensonge grossier.

C'est ainsi qu'en 1964 , le PRS avait participé au CNDR (Comité National de Défense de la Révolution) qui se donnait pour objectif "la libération des énergies saines", la "sauvegarde du patrimoine national", la "stabilité politique" du pays, etc. Nous n'avons pas besoin de faire de commentaires pour qualifier l'attitude opportuniste qui avait amené le PRS à participer à ce Comité. Nous laisserons à *El Jarida* le soin de le faire dans un vent d'autocritique où il est difficile de discerner la franchise du cynisme. *El Jarida* commence par qualifier le CNDR du "type même de l'alliance de sommet", sa proclamation " est d'une grande banalité typiquement petite-bourgeoise" et sa création "eut pour effet immédiat et inattendu de restaurer l' unité factice du pouvoir et en fin de compte fut plutôt d'un grand secours pour Ben Bella." (6)

Pour finir avec la " première période " du PRS, celle qui va de sa création jusqu'à son tournant "maoïsant" à partir de mai 1968, nous ne trouverons pas mieux que de citer un bulletin interne où les grandes phrases lancées à grand fracas laissent la place à une appréciation froide de ce qu'a été *dans les faits* le PRS à ses débuts : " Dans la confusion qui régnait un peu partout en Algérie, il n'avait pas été possible au départ de fixer des critères rigoureux d' adhésion au PRS... ce qui fait que le parti s'est vu rapidement envahi de clans, de revenchards , des aigris ou encore des indécis..." (7). Nous ajouterons pour notre part que la question n'est pas seulement *organisative*. Le programme d'un parti qui se laisse envahir par des revenchards et des aigris n'est pas et ne peut pas être le *programme d'un parti de classe*.

Les idéologues d' *El Jarida* qui refont l'histoire du PRS comme il leur plaît n'hésitent pas à écrire que "l'histoire de notre parti n'est pas continue et progressive, elle se présente sous une succession de discussions, de réajustements, de luttes idéologiques, dont le résultat a été à chaque fois d'en renforcer le caractère socialiste et prolétarien et d'en éliminer les aspects petits-bourgeois"(8).

Cette affirmation pompeuse se réfère dans la réalité au tournant subi par le PRS à la suite des évènements de mai 1968 qui ont permis aux courants maoïstes d'émerger sur la scène sociale et de pénétrer dans l' immigration. Le rapprochement du régime de Boumediène avec l'URSS à l'époque poussait de son côté le PRS à trouver à l'échelle internationale un pôle qui s'oppose au social-impérialisme russe. C' était évidemment la Chine qui, à l'époque, vivait les premières années de sa fameuse "révolution culturelle".

En 1969, le PRS ne trouvait aucun mal à se définir comme "un noyau de militants révolutionnaires organisés, dont le but est , dans la phase actuelle, de créer les conditions de la construction d'un parti d'avant-garde du

(suite p.18)

(3) Le Révolutionnaire *n°1, septembre 1962.*
(4) Le Révolutionnaire *n°3, janvier 1963.*
(5) El Jarida *n°7, septembre 1969*
(6) *id.*
(7) *Bulletin interne n°1, février 1964.*
(8) El Jarida *n°7, septembre 1969*

(suite de la P.17)

prolétariat algérien" (9). Le PRS affirmait même vouloir " le renversement de l'Etat bourgeois". Mais il se gardait bien de préciser par quoi il voudrait remplacer cet Etat bourgeois. En effet, la référence au "rôle dirigeant" que doit jouer le prolétariat dans le processus révolutionnaire ne signifie nullement que le PRS s'est débarrassé de son populisme, en dernière analyse inter-classiste.

Cela n'est pas étonnant puisque "le PRS n'a pas une démarche dogmatique et des positions formelles, bien au contraire , il tente à la lumière du socialisme scientifique d'épouser au plus près la réalité vivante..." (id) C'est d'ailleurs ce refus de la "démarche dogmatique" et c'est ce réalisme qui l'ont sans doute amené à soutenir qu' "il ne renie aucunement ses origines nationalistes bien qu'il mette en relief les limites du nationalisme et les dangers de l'idéologie nationaliste." (id).

Un partiqui "ne renie pas ses origines nationalistes" peut-il se prétendre "parti d'avant-garde du prolétariat algérien" ?* Nous répondons catégoriquement *non*. La meilleure démonstration serait d'examiner la trajectoire du PRS à la lumière des développements qui ont affecté la situation politique et la lutte de classes en Algérie durant ces dernières années.

REVOLUTION SOCIALISTE OU "CHANGEMENT DEMOCRATIQUE" ?

Si on le compare à celui qui l'a précédé, le régime politique de Boumediène a pu durant une certaine période introduire par la trique une stabilité sans laquelle la bourgeoisie algérienne aurait continué à vivre (ou à s'enrichir) dans ... l'insécurité. C'est d'ailleurs là le sens profond du coup d'Etat du 19 juin 1965. Le régime de Boumediène a pu ainsi unifier relativement par la force et par la corruption les différentes fractions bourgeoises, qui dominaient l'appareil de l'Etat, autour du noyau dur qui a déjà montré ses preuves quand il s'agissait de marcher sur les Wilayas remuantes pour mettre en place Ben Bella en 1962 et pour écraser dans le sang les maquis qui se sont formés contre le régime en 1963-64 en Kabylie et dans le Constantinois.

Or, ce noyau dur n'était rien d'autre que le fameux "clan d' Oujda" qui formait la colonne vertébrale du "conseil de la révolution" mis sur pied au lendemain du coup d'Etat du 19 juin 1965. Les besoins de la concentration des pouvoirs avaient déjà largement poussé à la diminution des effectifs du "conseil de la révolution" jusqu'à ne laisser subsister en son sein que les éléments du "clan d'Oujda" qui avaient fait leurs preuves "historiques" au service des classes possédantes.

Mais il ne demeure pas moins vrai que la crise sociale et politique qui s'est ouverte en 1974-75 à la suite de la faillite économique du "modèle de développement algérien" et des réformettes lancées à grand fracas par le régime (agriculture, enseignement, industrialisation...) a été, surtout avec les contre-coups simultanés de la crise du Sahara Occidental et de la remontée des luttes ouvrières, l'occasion de l'éclatement du "clan d' Oujda" lui-même dont la solidité n'avait jamais été jusqu'ici contestée par personne (limogeage de Kaïd Ahmed, Cherif Belkacem , mort "accidentelle" de Medeghri sans parler des nombreuses "disparitions", etc).

C'est dans ce contexte que le régime de Boumediène avait lancé son fameux mais non moins ridicule "processus de démocratisation" (débat sur la "charte", référendum sur la constitution, élections présidentielles...) qui lui permettait d'une part de dévier le mécontentement du prolétariat et des masses exploitées et d'autre part de jouer la carte de la "mobilisation populaire" comme rempart contre les fractions bourgeoises qui commençaient à contester son "autorité" et à lui dénier toute "légitimité" comme l'atteste si bien l'appel de F.Abbas, Benkhadda , Lahouel et Kheireddine, représentants de l'aile "libérale" de la bourgeoisie algérienne.

L'offensive de la "droite libérale" déclenchée avec le fameux "appel des quatres" de mars 1976 poursuivait clairement un objectif de *démocratisation de façade apte à canaliser et à stériliser le mécontentement social grandissant* afin d'éviter l'irruption des masses dans la rue qui serait de toute évidence dangereuse pour les intérêts et les privilèges de la bourgeoisie.

Devant une telle situation , le parti de classe révolutionnaire, qui lutte pour arracher les ouvriers et les masses pauvres à l'influence de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie et des partis bourgeois et petits-bourgeois qu'ils soient "de droite" ou "de gauche", a pour devoir de montrer le piège de l'"ouverture" proposée par telle ou telle fraction bourgeoise pour les intérêts de la bourgeoisie (à moins d'avoir une conception de la lutte de classes telle qui puisse amener ses tenants à penser que des bourgeois déclarés comme F.Abbas seraient fous au point d'agir... pour servir les masses...).

Tout en se réjouissant des fissures qui se forment dans le mur des classes dominantes et de leur Etat, le parti de classe révolutionnaire appelle le prolétariat et les masses exploitées à avancer dans la voie de la lutte pour leurs revendications économiques et sociales et pour leurs droits politiques et syndicaux dans une *complète indépendance du point de vue de l'action et de l'organisation* , en profitant des faiblesses momentanées de la bourgeoisie pour lui arracher des concessions tout en préparant sur un *terrain de classe* les conditions indispensables pour le combat décisif en vue d'abattre le capitalisme.

Telle n'est pas pourtant la position du PRS. Tout au contraire, le PRS en est *très loin* malgré la phraséologie "révolutionnaire" à laquelle il nous avait habituée durant les longues années qui avaient précédé la crise en Algérie. "Avec leur appel, Abbas, Benkhadda, Lahouel, Kheireddine ont contribué à élargir le front de la lutte et à lui donner une dimension nouvelle... Ce qui est nouveau aujourd'hui , c'est que le combat est entré dans une phase décisive. Il gagne des franges acquises au régime ou tout au moins neutres. A l'intérieur même des sphères dirigeantes, dans l'armée, l'administration, de plus en plus de personnes contestent le caractère anti-démocratique du régime." (10). Disons tout de suite que pour tout prolétaire tant soit peu conscient , le "combat" qui gagne à lui des "franges acquises au régime" est un *"combat" douteux* pour lequel la classe ouvrière ne peut et ne doit ressentir que la plus grande méfiance.

Le PRS n'hésitait pas à affirmer en 1966 que "le temps des alliances sans principes est dépassé, parler de la constitution de Fronts largement démocratiques est une duperie" (11). En 1976, il se réjouit du fait que la droite libérale vienne "élargir le front de la lutte" et que des "franges acquises au régime" soient arrivées à contester son "caractère anti-démocratique" ! Avons-nous tort quand nous parlons de la trajectoire *misérable* du PRS ?

---

* *Il est clair que lorsque nous dénonçons les origines nationalistes du PRS nous avons en vue l'idéologie et la politique nationalistes du FLN et non pas la lutte courageuse des masses algériennes contre la domination coloniale qui n'a malheureusement pu être confinée dans un cadre nationaliste que par l'absence d'un véritable parti de classe révolutionnaire.*

(9) *id.*
(10) El Jarida *n°16, avril 1976 (voir l'édito).*
(11) *Lettre ouverte de M.Boudiaf juillet 1966.*

CRITIQUE POLITIQUE

Non content de s'allier avec l'"opposition libérale", le PRS court à la recherche d'alliés... au sein même du régime. Dans l'étape actuelle, il s'agit pour lui de "créer un large mouvement groupé autour des mots d'ordre démocratiques et patriotiques", bref il s'agit, puisque le PRS refuse toute "démarche dogmatique","d'épouser au plus près la réalité vivante"... Cela conduit naturellement le PRS à agir en vue "de détruire l'alliance du sommet, et dans ce cadre :
1) gagner les éléments les plus nationalistes;
2) isoler et éliminer la frange la plus nocive, celle qui regroupe autour de Boumediène la bourgeoisie d'Etat autoritaire, monopoliste, liée aux super-puissances, et la petite-bourgeoisie étatiste pro-soviétique" (id).

Si les mots ont un sens , il est clair que lorsque le PRS désigne comme adversaires de l'étape actuelle la bourgeoisie d'Etat et la petite-bourgeoisie étatiste pro-soviétique et s'aligne en même temps avec l'"opposition libérale", il n'est pas besoin d'être sorcier pour découvrir que le PRS, parti nationaliste petit-bourgeois, n'a pas d'autre choix que de se mettre à la remorque de la "bourgeoisie privée". La preuve ? Que signifient ces points que nous reproduisons de son "programme minimum transitoire" de 1976 :"Suppression du contrôle monopoliste sur l'industrie et les finances exercé par l'impérialisme et les sociétés nationales" et "suppression des monopoles d'Etat sur le commerce extèrieur... Développer le marché intèrieur en facilitant les échanges, en garantissant la liberté de commercialisation, en instaurant la liberté de circulation des produits et des personnes..." (id)

Sur la même lancée , le PRS propose en octobre 1978 un "plan en cinq points" et ce " pour imposer une solution démocratique de gauche sur la base d'un pacte national pour les droits civiques, politiques et économiques" en appelant " tous les algériens épris de liberté, sans distinction, les membres de l'armée ou de l'administration patriotes, les intellectuels honnêtes, les travailleurs, les femmes"(12) à la création d'un"courant d'opinion" favorable à la démocratie en Algérie.

Il n'est donc pas étonnant qu'à la suite de l'accession de Chadli à la présidence de la république, le chef historique du PRS en soit arrivé à déclarer : "certaines personnalités telles que le nouveau ministre des affaires étrangères, Benyahia , pourraient manifester un esprit moins autocratique, moins pénétré de socialisme farfelu, qui est actuellement de règle en Algérie.Voilà qui pourrait amener à la longue un rapprochement entre le pouvoir en place et l'opposition" (13)

C'est là un rameau d' olivier tendu à Chadli. Mais celui-ci avait tardé à répondre. Ce fut alors la lettre ouverte de Mohamed Boudiaf à son "*cher frère*" Chadli Bendjedid où après l'avoir invité à choisir entre la continuité et le changement , il lui fait l'offre suivante : " A un moment où le pays traverse une période de crise et d'instabilité graves, où de profondes mutations sont en cours à l'échelle internationale, il est plus que jamais nécessaire, pour consolider l'indépendance nationale et pour résoudre les problèmes que connaît notre pays, de le doter enfin d'institutions démocratiques qui permettent le libre jeu des forces politiques.." (14)

UNE RUPTURE SUPERFICIELLE AVEC LE PRS

L'évolution du PRS dans un sens *de plus en plus compromettant* avec des secteurs de la bourgeoisie nationale d'abord , avec le régime lui-même ensuite, n'a pas manqué de provoquer des remous en son sein. Selon des dissidents, la désaffection qui a eu lieu à la base de ce parti aurait suscité depuis 1976 le départ de 75% des militants. Des cellules de l'intèrieur auraient fait scission récemment, en créant des "comités révolutionnaires d'unité et d'action" notamment dans le constantinois.

Dans l'immigration, les dissidents qui viennent du quitter le PRS se sont regroupés autour d'un bulletin : "*Le patriote algérien*". Ne s'étant pas encore constitués en groupe politique homogène, il nous est difficile de faire une critique qui s'appliquerait en détail à tous les éléments regroupés autour de ce bulletin. Néanmoins, leur démarche et les points généraux qui leur servent de *base minimum* nous suffisent pour le moment pour montrer au moins une chose: ces gens-là n'ont pas rompu avec le PRS sur l'essentiel, à savoir son *nationalisme*, son *démocratisme* et donc son *inter-classisme typiquement petit-bourgeois*.

Dans une lettre à Mohamed Boudiaf, un ex-militant du PRS, aujourd'hui dissident, écrit certes : "L'Etat algérien n'est pas un Etat à démocratiser car il est marqué profondément par sa nature de classe bourgeoise autant que par son rôle d'instrument d'hégémonie, de domination et de répression. Quelques illusions que l'on puisse avoir à ce sujet nous mèneraient tout droit aux pratiques opportunistes apparentées aux tentatives toujours avortées de la stratégie euro-communiste faite de compromis et de compromission..." (15)

Mais alors comment expliquer que ces militants se regroupent autour d'un bulletin qu'ils ont choisi d'appeler "*Le Patriote*" à l'heure où la nature de classe bourgeoise de l'Etat algérien apparaît de plus en plus clairement aux yeux des prolétaires et où la *lutte de classe* ferme et intransigeante est plus que jamais *à l'ordre du jour* ? Comment expliquer que ces militants se regroupent sous le signe de "*Socialisme, Démocratie, Libertés*"? Où est la rupture avec le programme et la ligne du PRS ?

Nous pouvons trouver un élément de réponse à toutes ces questions en examinant les raisons de la scission des militants qui publient désormais "*Le Patriote*" : "refus de virage droitier et bureaucratique résultant d'un embourgeoisement manifeste des responsables du PRS" (16). Bref, "*Le Patriote*", c'est le même programme nationaliste , la même ligne petite-bourgeoise inter-classiste du PRS tout en refusant (pour le moment, sait-on jamais ?)le "virage droitier" qui, loin de résulter des positions programmatiques et politiques du PRS, n'aurait été finalement qu'une excroissance malheureuse dûe à l'" embourgeoisement des responsables" !

Il est clair, dans ces conditions, que toute notre critique du PRS, de sa création jusqu' à son fameux"tournant droitier" en passant par sa période maoïste-soixanthuitarde s'applique parfaitement aujourd'hui aux militants regroupés autour du " *Patriote*" dans toutes leurs nuances.

A l'heure où l' approfondissement de la crise du capitalisme à l'échelle internationale, avec ses conséquences catastrophiques en Algérie, pousse les masses exploitées et à leur tête le prolétariat et ne pourra que les pousser encore davantage à faire irruption sur la scène sociale , il est urgent que tous les militants révolutionnaires sincères se mettent sérieusement au travail pour contribuer à l'*organisation autonome* de la classe ouvrière et des masses pauvres des villes et des campagnes par rapport à l'Etat bourgeois et à tous les partis bourgeois et petits-bourgeois , mais aussi pour contribuer à la construction du véritable *parti de classe révolutionnaire*.

(suite p.20)

(12) El Jarida n°21, *novembre 1978*.
(13) *Déclaration de Boudiaf*, Lettre d'El Jarida [illegible] 3/4/79.
(14) *Lettre ouverte de Boudiaf à Chadli du 5[illegible]* [illegible] *dans la* Lettre [illegible] Jarida N°8, *novembre 1977*.
(15) Le patriote n°0, *février 80*
(16) Le Patriote n°1, *mars 80*.

تابع ص ٢٤

– عاش نضال الطبقة العاملة البولونية

أصبحت وباء قاتلا، اي باختصار كل الامراض المميزة للراسمالية. هذه الامراض التي تفتك سواء في الشرق او في الغرب، رغم كل المحاولات التضليلية السمية التي تسود ادخال عكس ذلك الى الاذهان.

انهم يعرفون جيدا ان العمال البولونيين انما يثورون ضد الاستغلال الرأسمالي، خاصة وان هذا الاستغلال يتفاقم في بولندا بفعل عمليات النهب التي تمارسها الامبريالية الروسية وبفعل الافلاس الاقتصادي الناجم عن الازمة الاقتصادية العالمية وعن الديون الهائلة المتوجب دفعها للبنوك الاجنبية والتي تريد البرجوازية البولندية ارغام الطبقة العاملة على حمل وزرها.

اذن فان حقيقة الدوافع العميقة التي حملت الطبقة العاملة الى التحرك، يصعب اخفائها وكتمها، انها دوافع اعمق بكثير مما يزعمون. فالحقيقة ان الازمة الاقتصادية ترغم المصانع والشركات بان تستثمر بمقدار اكبر رغم التقلص المتزايد للاسواق، كما وترغم هذه الشركات والمصانع على اجراء تخفيض جذري لتكاليف انتاجها لتصبح بضائعها (اقدر على المنافسة) في السوق المحلية والعالمية. ففي بولونية بلغ الامر الى حد ان المواد الغذائية الاساسية (كاللحم مثلا) تمر امام اعين الجماهير وتذهب للتصدير للحصول على العملة الصعبة (وجميعنا يعرف بلدانا عديدة لا يذوق فيها العمال طعم ما ينتجون). فالعملة الصعبة ضرورية كل الضرورة لشراء الالآت الحديثة وعصرنة الانتاج مما سيؤدي بالطبع الى زيادة حدة عمل العمال الذين سيعملون على هذه الاجهزة العصرية ويزيد من عيائها واستغلالها ومن جهة اخرى يتم طرد العمال الآخرين. وهكذا يزداد تناقض المجتمع بحيث يتفاقم وضع العاملين قسوة ويتزايد وضع العاطلين عن العمل قسوة.

ان الدرس الهام والكبير الذي تسديه الينا الاحداث البولونية هو التالي:

امام البؤس والاستغلال الرأسماليين وفي وجه سياسات التقشف، وضد القمع البرجوازي، ورغم افلاس الاقتصاد القومي، ورغم الازمة الاقتصادية العالمية، ورغم انعدام "الحقوق" والحريات المزعومة، فانه من الممكن لادفاع عن مصالحنا الطبقية باستعمالنا لوسائلنا النضالية الخاصة: الاضراب المفتوح الغير محدود المدة مسبقا، وتمتين التضامن بين مختلف فصائل العمال. فلننظر كيف ان نضال بضعة آلاف من العمال كان كافيا لارعاش الطبقة الرأسمالية في العالم اجمع.

ان البرجوازية لم تستعمل وسائل القمع والارهاب وحسب، وانما اعتمدت ايضا على تلك القوى التي تدعي مصادقة الطبقة العاملة بهدف السيطرة على هذه النضالات وحصرها. من بين هذه القوى "الصديقة العدوة" (الصديقة قولا والعدوة فعلا)، نجد أولا التيارات القومية التي تحاول استخدام نضال الطبقة العاملة في المساومة مع الدولة الروسية، بالاضافة الكنيسة الكاثوليكية ومختلف تيارات "المعارضة الديمقراطية" كمثقفي الـ "كو ر" التي تحاول تجنيد نضال العمال من اجل التحويل الديمقراطي للدولة التي يجب على العمال ليس اصلاحها وانما تحطيمها من الاساس.

تابع ص ٢٣ – الحرب بين العراق وايران

ان الحرب الدائرة هي حرب قذرة من كلا الجانبين وعلى البروليتاريا أن تأخذ موقفا معاديا ومقاوما لكلا الدولتين. فمهما كانت نتيجة هذا التصارع ومهما كانت طبيعة التحالفات المقبلة أو الحالية فان البروليتاريا والجماهير المعدومة هي التي تدفع من لحمها ودمها تبعات هذا التناحر. فليست لها أية مصلحة تدافع عنها في هذا التذابح بين الدول القومية البرجوازية المحلية أو فيما بين القوى الامبريالية. بل عليها أن تخوض نضالها الطبقي المستقل وبشكل موحد ضد دولها وضد كافة المعسكرات التي تدعمها.

على الشيوعيين فضح زيف وكذب الادعاءات المعادية للامبريالية لكلا النظامين والنضال لتدعيم المد والزخم الثوري للجماهير التي اسقطت نظام الشاه، والنضال لانتزاع حق الطبقة العاملة في التنظيم المستقل عن أجهزة الدولة والأحزاب الدينية في كلا الدولتين وحقها في التسلح لأنها الوحيدة القادرة على خوض المعركة ضد الامبريالية بشكل جذري وحتى النهاية.

لكن هذا النضال يجب أن لا يقع في فخ التحالف مع القوى الطبقية المعادية بحجة "الدفاع عن الوطن" الذي لا يعني اليوم سوى الدفاع عن دول الطبقات السائدة.

صدر حديثا في سلسلة

كراسات الامي

الكراس رقم (١) ويتضمن الموضوعات التالية:

* ما هي الاشتراكية: التناقض التاريخي بين الاشتراكية العلمية والاشتراكية البرجوازية الصغيرة.
* الحزب الشيوعي يتشكل على نفس القواعد في كل البلدان.
* الحزب الشيوعي هو بالضرورة أممي.
* ما يتميز به حزبنا.

Vient d'être réédité

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- **Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).**
- **Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).**
- **La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IVe Congrès mondial (Moscou 1922).**
- **Projet de thèses présenté par la Gauche au IIIe Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).**
- **Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).**
- **Thèses caractéristiques du parti (1951).**
- **Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).**
- **Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).**
- **Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).**

Un volume de 224 pages - Prix : 30 F

(suite de la p.19)

La condition théorique et politique pour un tel travail consiste à se débarrasser de toutes les idées du passé que la bourgeoisie cherche encore à entretenir par son matraquage idéologique quotidien parmi les masses dans le but évident d'éviter la cassure du "front de classes" qui paralyse encore les efforts de lutte du prolétariat algérien. On ne peut prétendre lutter contre la bourgeoisie tout en restant accroché au nationalisme car si celui-ci a eu effectivement un contenu révolutionnaire dans la période de lutte de libération nationale anti-coloniale – même si les communistes appellent en toutes circonstances le prolétariat à s'organiser à part de manière autonome sur la base de son propre programme –, il est aujourd'hui une arme entre les mains de la bourgeoisie qui lui sert avant tout à escamoter la *lutte de classes* et à faire oublier au prolétariat ses *intérêts de classe distincts* et son besoin de *s'organiser sur la base de ses intérêts de classe propres*.

Depuis le *manifeste du parti communiste* de 1848, les prolétaires *de tous les pays* en lutte pour leur émancipation ont un drapeau autour duquel ils ont à se regrouper pour livrer les batailles qui les attendent contre la bourgeoisie *de tous les pays*. Aux militants qui veulent se mettre au service de cette lutte gigantesque d'empoigner ce drapeau, celui du communisme révolutionnaire de Marx et Lénine.

تابع ص ٢٢- العنف والديكتاتورية اسلحة لابد منها لتحرر الطبقة العاملة

في فترة ما بعد الحرب الأولى،لم يكن بامكان القيادات العمالية الاصلاحية الأوروبية ان تتصدى بشكل مباشر لتزايد تأييد وانشداد العمال الأوروبيين نحو الثورة الروسية الظافرة، فحاولت المراوغة ،وأخذت تصور استخدام العنف الثوري والديكتاتورية من قبل البروليتاريا الروسية وكأنه ناتج عن الواقع المتخلف لروسيا وعن طبيعة هذه الثورة المعادية للاقطاع. بينما وقفت نفس تلك القيادات بأحزابها تدعم أثناء الحرب سياسات حكومات بلادها العسكرية الامبريالية والبربرية باسم الدفاع عن الوطن والديمقراطية والحضارة. أما أساليب العنف البروليتاري فيجب ادانتها، حسب هذه القوى الانتهازية والاصلاحية،في الغرب البرجوازي " المتحضر " " والمتقدم" " والديمقراطي " .

لكن هل تمكنت هذه السياسة من منع الطبقة العاملة في ألمانيا وهنغاريا وايطاليا من الانتفاض وحمل السلاح؟؟ طبعا لا غير أنها توصلت الى تفكيك وتجريد العمال سياسيا في وجه الديكتاتورية المعلنة والفاشية للبرجوازية، بعد أن بدى أن الديكتاتورية المقنعة بالديمقراطية لم تعد كافية لطمس وخنق التناحر بين الطبقات .

ويعيد أحفاد ستالين اليوم ترديد نفس المعزوفة، متناسين أنهم وضعوا أممية لينين ومعها الطبقة العاملة مرة ثانية ،في خدمة الحرب الامبريالية الثانية ،فهم يقولون اليوم ان الانتفاضة الثورية والعنف والارهاب والديكتاتورية كانت ضرورية للبروليتاريا في روسيا تلك الفترة لأنها كانت ضعيفة ولا تشكل الا نسبة ضئيلة بين السكان . وأما اليوم فالوضع يختلف ... أي أن البرجوازية ستقبل اليوم بطيبة خاطر التخلي عن امتيازاتها ومصالحها الطبقية اذا عبرت الطبقة العاملة عن هذه الرغبة في الانتخابات !!.

اننا لم ننس بعد المجازر والبربرية التي واجهت بها الامبريالية حركات التحرر الوطني طوال الثلاثين سنة المنصرمة. في الجزائر وفيتنام وأندونيسيا وأفريقيا. رغم أن هذه الحركات لم تذهب في الواقع الى أبعد من تحديد امتيازات الامبرياليين لصالح الطبقات البرجوازية المحلية الناشئة. فهل يعقل أن تكون بربريتهم أقل ضراوة وعنفا عندما تنتفض البروليتاريا نفسها ولكن هذه المرة ليس بهدف تحديد امتيازات البرجوازية الامبريالية وانما بهدف تحطيمها نهائيا ومن الأساس .

يكفي أن نلقي نظرة الى الجهود الهائلة التي تبذل سواء في الغرب "الطافح بالديمقراطية" أو الشرق " الاشتراكي " أو البلدان "النامية"، على تسليح الجيوش واجهزة البوليس وتحديث وتدعيم أجهزة الدولة والبيروقراطية، واخراج كل أنواع القوانين والتشريعات التي تتيح " شرعيا " فرض الاحكام العرفية والعسكرية بين ليلة وضحاها، لندرك بأية صورة يخيم اليوم " السلم الاجتماعي " الخانق ويتم فرضه. فأقل تمرد فردي على شكل ارهاب رومانطقي على نمط " بادر ماينهوف " في ألمانيا مثلا يؤخذ مباشرة حجة و " قميص عثمان" لاطلاق وحش الدولة القمعي من عقالة بشكل هستيري مع تهليل ومباركة كل القوى الديمقراطية والاحزاب " العمالية "المأجورة. فكيف سيكون الحال عندما ستحل ضربات العمال وقبضاتهم محل نخر دبابيس الارهاب الفردي ،عندما ستنسف الأزمة الرأسمالية التجزئة والتقسيم المنظم لصفوف العمال والامتيازات و " الضمانات الاجتماعية " والمسكنات الحالية وتفضح كل هذا الوهم والتخدير الديمقراطي والاصلاحي ،سيبرز عندها وجه الدولة الحقيقي. ان الاحداث البولندية ووقفة العمال الرائعة قد كشفت بشكل رائع عن هذه الحقيقة .

فكيف اذن هو حال دول البرجوازيات الناشئة في الاطراف ،حتى أكثرها راديكالية في مواجهة الاستعمار،التي تعلمت من البرجوازيات الامبريالية واقتبست عنها أكثر أشكال تنظيم الدولة مركزية وأخذت تتمرس على استخدام أكثر أشكال القمع تفننا. لقد تعلمت زبدة التجربة الامبريالية محاولة تجنيد وتأطير العمال في نقابات " وطنية " ملحقة مباشرة بأجهزة الدولة والحزب الواحد. من أجل سحب المكاسب التي انتزعتها الطبقة العاملة خلال معركة التحرر ضد الاستعمار،مثل حرية التنظيم والعمل السياسي.هنا أيضا فان أي موقف يبشر بعدم ضرورة استخدام العنف البروليتاري لتحطيم هذه الدول " الحديثة "لا يمكن أن يكون سوى موقف برجوازي صغير في السفالة والخيانة والتعاون الطبقي .

حتى في مثل هذه الدول التي خرجت حديثا من السيطرة الاستعمارية المباشرة ،يتم ترويج نظرية " الانتقال السلمي نحو الاشتراكية ". فالقوى الديمقراطية والبرجوازية الصغيرة المعادية للاستعمار سواء تلك التي تنحدر من الستالينية أو الماوية أو حتى تلك الحركات الديمقراطية القومية، مستعدة للاعتراف بضرورة العنف والنضال المسلح ضد الاستعمار والطبقات الرجعية القديمة، لكنها ترفض وتدين اللجوء الى العنف في الصراع " بين الطبقات ضمن صفوف الشعب الواحد ".هذا الموقف يلتقي في النهاية مع المواقف التي ترسخ في الغرب الرأسمالي حول مشروعية العنف الديمقراطي وحده أو العنف الذي يمارس ضمن " تكتل من الطبقات "، أي بمعنى مشروعية العنف البرجوازي فقط. أما عنف الطبقات المستغَلة ضد الطبقات المستغِلة وضد الدولة القومية البرجوازية فهو غير مشروع !.

لكن النضالات والتحركات التي تخوضها الطبقة العاملة والجماهير الفقيرة في البلدان الرأسمالية الناشئة ضد الاستغلال والاضطهاد الرأسماليين،تؤكد اليوم على الضرورة الحيوية لاستخدام العنف والقوة. ان الصراعات والمواجهات المتتالية للكادحين في تونس وقرطبة والقاهرة وليما وطهران وبومباي وأزمير وأميركا اللاتينية، تؤكد من جديد على ضرورة مواجهة ديكتاتورية البرجوازية والامبريالية بالديكتاتورية البروليتارية والعنف الثوري والقوة .

اليوم كما في الأمس ،تبقى الدولة القومية مهما تلونت بألوان الديمقراطية و " الشعبية "،جهازا للعصابات المسلحة المنظمة في خدمة البرجوازية تستمد قوتها وبقائها أساسا بفضل تجريد الجماهير المستغلة من السلاح. انها تمثل بكل أشكالها البرلمانية والعسكرية والمتعددة الأحزاب ، ديكتاتورية الطبقات السائدة وجهازا لمركزة قواها القمعية وأداة دفاعها المسلح عن مصالحها،وعليه فمن غير الممكن الاستيلاء على هذه الدولة تدريجيا وسلميا،وانما ينبغي تحطيمها عبر الانتفاضة المسلحة واحلال ديكتاتورية الطبقة المستغَلة ، أي ديكتاتورية البروليتاريا،الوحيدة المؤهلة لدفع حركة التاريخ الى الأمام .

على البروليتاريا أن تستخدم سلطتها لتحطيم وسحق المقاومة المحتمة للطبقات المهزومة بالعنف والقمع الثوريين،وتعمل لمد لهيب الحرب الثورية حتى انتصار الثورة في البلدان الامبريالية الأساسية. وما أن يتم تصليب وتعزيز ديكتاتوريتها الأممية،فان المجتمع سينطلق في انجاز العملية العظيمة للتحويل الشيوعي للمجتمع البشري في العالم أجمع.

هذه هي المبادئ التي نادت بها الأممية الشيوعية. انها المبادئ التي يثبت صحتها المسار المأساوي للمجتمع،رغم ما أصاب الأممية الشيوعية من تشويه وتحريف بعد هزيمة البروليتاريا وتفكيك قواها. فقط باعادة التسلح بهذه المبادئ يمكن أن يتصلب حزب الثورة الشيوعية المقبلة وينتصر في الموجة الثورية العالمية القادمة .

ساندوا
صحافة الحزب الأممية
تبرعوا ! إشتركوا !

ما يتميّز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

* المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين،ثم الى تأسيس الأممية الشيوعية ، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليفورنو١٩٢١)
* نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .
* رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .
* الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالصلة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

العنف والديكتاتورية
اسلحة لا بد منها لتحرر البروليتاريا

"في هذا الوضع الملموس السائد في العالم بأسره وبالدرجة الأولى في البلدان الرأسمالية الأكثر تقدما وبأسا والأكثر ثقافة وحرية، الناجم عن السياسة العسكرية، والامبريالية، وخنق البلدان الضعيفة والمجزرة الامبريالية العالمية، و " صلح " فرساي، يغدو كل ترويج للفكرة القائلة بخضوع الرأسماليين سلميا (وبطيبة خاطر) لارادة أغلبية المستثمَرين، والتطور السلمي نحو الاشتراكية، ليس بلادة ذهن في منتهى الابتذال وضيق الأفق البرجوازي الصغير وحسب، بل أيضا خداع سافر وتزيين لعبودية العمل المأجور الرأسمالي وتشويه للحقائق أمام أعين العمال. والحقيقة هي أن البرجوازية الأوفر ثقافة والأكثر ديمقراطية لم تردد عن اللجوء الى أي خديعة أو جريمة، الى ذبح ملايين العمال والفلاحين من أجل انقاذ الملكية الخاصة لوسائل الانتاج. فقط اسقاط البرجوازية بالعنف، ومصادرة أملاكها، وهدم جهاز الدولة البرجوازي كله من الأسفل الى الأعلى، الجهاز البرلماني والقضائي والعسكري والدواويني والاداري والبلدي وما شابه، بما في ذلك طرد المستثمرين جميعهم بلا استثناء أو اعتقال أشدهم خطرا وعنادا، وفرض رقابة صارمة عليهم لقمع المحاولات المحتمة للمقاومة ولاعادة أحياء العبودية الرأسمالية، فقط مثل هذه الاجراءات بمقدورها وحدها أن تؤمن اخضاع كل طبقة المستثمرين اخضاعا عمليا. "

هكذا عبّر، منذ ستون عاما، مندوبو الأحزاب الشيوعية الناشئة في الموضوعات التي صاغها لينين حول المهام الأساسية للأممية الشيوعية في المؤتمر الثاني المنعقد في موسكو.

ومنذ تلك السنوات المجيدة، فرضت الهزيمة التي منيت بها البروليتاريا التراجع عن مواقعها المتقدمة وعن موقفها الذي كانت تتمسك به من الدكتاتورية الأممية للبروليتاريا.

وفي روسيا، رغم أن هلاك الفصيل المنتصر من البروليتاريا الأممية، قد تم عبر معاناة طويلة من الاحتضار سببتها العزلة وحالة الاختناق التي وجد فيها، غير أن الثورة المضادة الستالينية لم تمر بهدوء وسلام فقد ذبحت الستالينية، خلال الثلاثينات، وصفت خيرة الطليعة البلشفية الشيوعية القديمة والتمرسة.

وبعدها جاءت المجزرة الامبريالية الثانية لتغطي بأهوالها كل مسالخ الحرب الامبريالية الأولى، وحلت اتفاقات اللصوصية والقرصنة في طهران ويالطا، وبوستدام محل اتفاق " السلام " في فرساي.

وهبت منذ تلك السنوات موجة التحرر الوطني البرجوازي المعادي للاقطاع والامبريالية لتخلص معظم بلدان العالم " المتخلف " من نير السيطرة الاستعمارية المباشرة. لكنه في المقابل تعززت السيطرة والهيمنة الحديثة للامبريالية بسبب التفوق في القدرات والقوى الاقتصادية والمالية والعسكرية للرأسماليات الأكثر تقدما على الأكثر ضعفا، فوصلت هذه السيطرة الى درجة لم يسبق لها مثيل، حتى أن دولا امبريالية غدت نفسها تابعة وقسم منها لا يزال تحت الاحتلال حتى اليوم بعد هزيمتها في الحرب العالمية الثانية. (احتلال وتقسيم ألمانيا ...)

لقد وصل استبداد وطغيان الامبريالية الى حدود لم يسبق لها مثيل، وتعدى التسلح والاعداد الحربي والبوليسي كل درجات الوحشية. ونذكر على سبيل المقارنة أنه اذا كانت الحرب الامبريالية الأولى قد نشبت أساسا في أوروبا بين انكلترا وألمانيا، فان مجمل القدرات العسكرية لمجموع الدول الأوروبية ومن ضمنها دول أوروبا الشرقية، تعادل اليوم بالكاد الطاقات العسكرية لروسيا وحدها. أما الميزانية العسكرية لدول أوروبا مجتمعة فانها لا تتجاوز بكثير نصف الميزانية العسكرية للدولتين " العظميين ". وانتشرت، زيادة على ذلك، حمّى التسلح لتشمل العالم بأسره: فلا تنفق اليوم فرنسا وانكترا معا على تسليحها، وهما الدولتان الامبرياليتان اللتان تنازعتا استعمار منطقة الشرق الاوسط في العشرينات، أكثر مما تنفق دول المنطقة حاليا على تسليحها وجيوشها. ومثال الصين وحدها كاف على مدى حدة هذا التسلح.

ولكن ماذا يعني كل هذا التركيز للجيوش والاعتدة الحربية وأدوات القمع؟. يعني أنه اذا كان تدمير مدينة همبرغ عام ١٩٤٣ قد اقتضى (١٧٠٠٠) غارة جوية بريطانية فان قاذفة قنابل اميركية واحدة مع تشكيلة حماية جوية أصبحت كافية عام ١٩٤٥ لمسح مدينة هيروشيما بكاملها عن وجه الأرض. ويعني أيضا أن ترسانات الأسلحة النووية للجيوش الامبريالية صغيرها وكبيرها، وصلت قدرتها التدميرية اليوم، بكل فخر واعتزاز، الى أكثر من مليون ونصف طاقة قنبلة هيروشيما. وبهذه الترسانة الهائلة يتم اخضاع الأمم الأكثر ضعفا وقهر وارهاب الطبقات المستغلة في العالم أجمع.

وبالرغم من ذلك كله، فان دعاية الأحزاب المسماة " عمالية " " وشيوعية " وترويجها " لفكرة خضوع الرأسماليين السلمي لارادة أغلبية المستثمرين، والتطور السلمي نحو الاشتراكية " لم يصل يوما الى هذا الحد من الاندفاع والحماس. وهكذا تتكشف الحقيقة الفعلية لهذه القوى "الشيوعية - الوطنية" الشوفينية كأخلص مدافع عن الوضع القائم. فبالاضافة الى ما تراكمه البرجوازية باستمرار من أدوات القمع والارهاب فانها قد أوجدت في صفوف العمال كلابا أوفياء يتفانون في اقناع الشغيلة بأن الطريق الوحيد للدفاع عن حقوقهم ليس تدمير المجتمع الرأسمالي من أساسه وانما الخضوع له والتسليم بحتميته.

لكن طبيعة العلاقات الرأسمالية نفسها تولد مزيدا من البؤس ومزيدا من التناقضات، وتتوالى الصراعات ويتفاقم التناحر بين القوى الاجتماعية، حيث تكون العلبة في النهاية لصالح الطرف الذي عرف كيف يسحق عدوه بتركيز أكبر ومركزة أشد لأسلحته وقواه القمعية. فهنا يكمن عدم جدوى الدعوات السلمية في منع نشوب الحرب الأولى ومن ثم المجزرة العالمية الثانية وفشل كل المبشرين " بالعدالة الاجتماعية " والسلم الاجتماعي من منع اندلاع الحروب الأهلية. فاذا كانت هذه الدعوات السلمية لم تجنب الحروب وتطاحن القوى الاجتماعي المتناحره فانها بالمقابل قد أدت دوما الى شل قدرات الجماهير المستغلة وتجريدها من السلاح في وجه عدوها الطبقي المنظم والمدمج بالسلاح.

فهل تمكنت دعوات " رفض العنف " في الهند من تلطيف قمع وشراسة الاستعمار الانكليزي أم أنها أفسحت لهذا الاستعمار انسحابا هادئا وسمحت باستيلاء الطبقات الهندية السائدة على السلطة دون تغييرات تذكر في العلاقات الاجتماعية المتخلفة السائدة ؟؟. اذا كانت دعوات "رفض العنف" قد حصرت عنف الجماهير وخنقته في مواجهة الاستعمار والعلاقات الاجتماعية البالية لكنها جعلته يتفجر على شكل صدامات مدمرة وضعت وجها لوجه المسلمين ضد الهندوس. وبذلك أدت نظرية " رفض العنف " الى تعقيم عنف الجماهير الثوري وتحويله بالتالي لخدمة استمرار الوضع القائم.

وهل أدت نداءات ومناشدة تحقيق العدالة في تشيلي الى تغيير أي شيء في التركيبة الاجتماعية القديمة، وهل أدت الى تجنب الصدامات الدموية في سنتياغو عام ١٩٧٣، أم أنها شلت حركة العمال وسلمتهم مجردين من السلاح للقمع الوحشي للبرجوازية والامبريالية ؟؟.

هل توصلت النداءات في ايران لتجنب العنف والحرب الاهلية الى منع انتفاضة طهران عام ١٩٧٩ وسقوط الآلاف من القتلى، أم أنها منعت الجماهير من أن تنتظم وتتسلح بشكل متواصل حتى تتمكن من التدمير الكامل لجهاز الدولة البرجوازي الذي يستمر اليوم بقمع الأقليات القومية والطبقة العاملة، ولكن هذه المرة بثوب وهالة شعبية ؟؟.

* * * * * *

يتبع ص 21

تابع ص ٢٤ – الحرب بين العراق وايران

حرية الملاحة في مضيق هرمز. صحيح أن هذا المطلب يهم النظام العراقي كبلد مصدر للبترول غير أن الدول التي ترتبط مصالحها ببترول هذه المنطقة هي المعنية بالدرجة الأولى بضمان هذه الحرية . المسألة تتعلق اذا وبالاساس بضمان المصالح الحيوية لمجمل الدول الامبريالية وعلى رأسها الولايات المتحدة التي لا تنفك تذكر بأن منطقة الخليج تدخل ضمن نطاق أمنها المباشر، وروسيا التي لا تنظر الى هذه المنطقة من العالم من وجهة نظر استراتيجية وحسب وانما اقتصادية أيضا لحاجتها في المستقبل القريب الى البترول .

فقد شهدت هذه المنطقة في الواقع منذ الحرب الامبريالية الثانية نزاعا دائما بين مختلف القوى الامبريالية، لاحتلال المزيد من مواقع النفوذ. وحُشدت فيها وحولها قوات عسكرية هائلة . وقد جهزت الولايات المتحدة قوات خاصة للتدخل في تلك المنطقة عندالحاجة معتمدة على قواعد في مصر والسعودية وعمان والمحيط الهندي. خاصة بعد الاحتلال الروسي لافغانستان واقترابه من المياه الدافئة للخليج .

وبالرغم من الطابع الدولي الواضح لهذا الصراع ،نرى أن كلا المعسكرين الشرقي والغربي يعلنان موقفهما الحيادي في بداية اندلاع القتال. فالمسألة الاساسية التي تعني القوى الامبريالية هي ضمان وحماية حرية الملاحة (أي تدفق النفط) عبر مضيق هرمز. وبما أن الخطر يكمن في تفجّر الحركة الاجتماعية فلا مانع اذا أن تقوم القوى المحلية بترتيب الوضع مباشرة .هذا الحياد الظاهري المخادع يرجع اذن الى انحصار الحرب بين قوتين محليتين تتنازعان المرتبة الأولى في تأدية دور الشرطي الاجتماعي في المنطقة. خاصة بعد أن أكد كل منهما أنه يقاتل حفاظا على " استقرار وأمن المنطقة". لا شك أنه لا يضير روسيا وأمريكا أن يكون هناك مرشحان قويان لدور الشرطي،ففي جميع الأحوال شرطيان أفضل وأضمن من شرطي واحد في منطقة بأهمية منطقة الخليج . لكن نتيجة هذا الصراع تعنيهما بشكل مباشر.

ان اتفاق المعسكرين الامبرياليين على الطابع المعادي للثورة والحركة الاجتماعية لم يخفف من حدة التنافس بينهما للسيطرة على الساحة ومنع أحدهم من تحقيق مكاسب على حساب الآخر . فكلا الطرفين المتحاربين يبحثان عن دعم في أحد المعسكرين الامبرياليين،لكنالروس والامريكان من ناحيتهم حريصين على دعم الطرفين في نفس الوقت خوفا أن لا تؤدي هزيمة أحد الطرفين الى ارتمائه في أحضان المعسكر المعادي .

في الجانب الايراني ،تتكثف في الآونة الأخيرة المساعي لاطلاق سراح الرهائن بعد أن أفتى الخميني على الطلاب أن يسحبوا يدهم من القضية ،واثباتا لحسن النية أوقفت الادارة الامريكية الاجراءات القانونية ضد الأموال الايرانية المجمدة. ورغم استمرار العلاقات المقطوعة بين الطرفين فان قطع الغيار لطائرات الفانتوم التي تقصف مدن العراق تتسلل عبر الحدود من تركيا وكوريا الجنوبية. ولن يعدم الخميني الفتاوي التي تعيد الاعتبار "للشيطان الأمريكي" عندما يصبح ضروريا التفتيش عن السلاح لمواجهة الوضع الداخلي واحتياجات الحرب . على أن الموقف الايراني من روسيا هو أكثر دقة وتعقيدا ،فالى جانب أن العراق يخوض حربه بسلاح سوفياتي،فان الجيوش السوفياتية نفسها ترابض على حدودها الشمالية مباشرة وتنتظر الفرصة السانحة للوصول الى الشواطئ الدافئة . ولكن في حال ارتماء العراق بالكامل في أحضان الأمريكان سيكون على ايران أن تلجأ بالضرورة الى الروس . على كل العرض الروسي بعقد معاهدة " صداقة وتعاون "لا يزال مفتوحا

على الرغم من كل هذا التشابك والتعقيد فليس هناك في الواقع تناقض في مواقف الأطراف والمعسكرات المتصارعة . فكل دولة محليا ودوليا تدافع عن مصالحها القومية، وكل طرف يحاول أن يمنع الآخر من تحقيق مكسب على حسابه . فكلا المعسكرين يتبعان نفس السياسة . فاذا كان الامريكان سعيدون جدا من التقارب العراقي،لكنهم لا يرغبون بانتصار ساحق للعراق يجبر الايرانيين للارتماء بأحضان الروس .

اننا ادافي شبه حالة توازن في القوى ،بين ايران والعراق من ناحية والروس والامريكان من ناحية أخرى. لكن هذا التوازن لن يدوم طويلا وستجد كل دولة نفسها قد اصطفت الى جانب هذا المعسكر أو ذاك لكن المسألة تحتاج الى بعض الوقت .

لا جدال اذا بأنه ليس لهذه الحرب أية صفة وطنية وقومية تقدمية سواء من الجانب العراقي أو الايراني . انها حرب قرصنة ودفاع عن مصالح البرجوازيات المحلية والامبريالية على الرغم من ادعاء وجودظالم ومظلوم.

ان هذا الطابع المعادي للثورة والحركة الاجتماعية لا يبرز فقط في الجانب العراقي كما تحاول أن تصور جميع القوى التي ادانت " العدوان العراقي " وطالبت بالدفاع عن " الثورة الايرانية " .

فلم تكن البرجوازية العراقية وحدها التي رفعت لواء الشوفينية تبريرا "لاستعادة الحق العربي" في شط العرب والجزر الثلاث وشنت حملة مسعورة جنبا الى جنب مع أمراء النفط لتسعير الأحقاد القومية بين صفوف الطبقة العاملة في المنطقة بعد أن باعت هذا "الحق" لنظام الشاه لتسهيل سحقها لانتفاضة الأكراد. " فالثورة" الايرانية أيضا لم تكن أقل شوفينية حيث أعلنت منذ الأيام الأولى لسقوط الشاه عن " فارسية الجزر وعن "حقها" في البحرين وتشبثها بالمعاهدات التي أقامها نظام الشاه .

لم تشكل الحرب " مخرجا عسكريا" للبرجوازية العراقية وحدها للالتفاف على التحركات الاجتماعية التي تهز نظامها ،بأن فرضت الاحكام العرفية العسكرية في المناطق المتمردة سواء في البصرة أو الأحياء الفقيرة في بغداد . بمساعدة القصف الايراني لأهم التجمعات العمالية حول المنشآت الصناعية .فان البرجوازية الايرانية والسلطة الدينية تلقفت هي أيضا هذه الفرصة لتعلن على لسان الخميني " أن كل من يشق وحدة الوطن هو خائن ومتعامل مع العدو " وأنه يجب "تناسي الخلافات " يعني باختصار :

- أيها العمال انسوامطاليكم وحقوقكم .
- أيها العاطلون عن العمل انسوا أنكم جياع "في سبيل الوطن" ....
- أيها الفلاحون انسوا فقركم واستعباد الملاك الاغنياء !!!!
- أيها الأكراد ادفنوا أمواتكم وانسوا مجازر " الحرس الثوري الاسلامي " وقصف طائرات الفانتوم !!!
- ايتها النساء اطيعن حكم الله والعمائم التي ينخرها العفن والدود،وتستترن بالحجاب وراء الخدور سترا للعرض وصونا للوطن !!!..

" معا يجب أن نثبت اننا لا نزال نحن حراس الخليج " . هذا هو شعار سلطة البرجوازية في ايران .

اننا ندرك جيدا خصوصية الوضع الايراني حيث لا تزال ذكريات المواجهة مع نظام الشاه تسيطر على الأذهان . فالقيادة الدينية والليبرالية التي كانت لها مصلحةفي اسقاط الشاه استلمت جهاز الدولة لتوجهه من جديد ضد الطبقة العاملة والجماهير الفقيرة وضد الأقليات القومية لا سيما الأكراد .

ان المطالبة بدعم "الثورة الايرانية" بشكل عام بحجة الدفاع عن مكاسب الثورة هو طرح خاطئ من الأساس . ان السلطةالبرجوازية في ايران قد كشفت عن طبيعتها الحقيقية المعادية لمصالح الطبقات المستغَلة . فالثورة التي يجب تحضيرها والاعداد لها في ايران هي الثورة البروليتارية الشيوعية لاسقاط سلطة البرجوازية الحالية المعممة .(يتبع ص٥٢)

الى قراء جريدتنا :

نرجو أن تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وأن تبدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالأخبار عن حركة ونضال طبقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton 75012 Paris

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

١

الموضوعات الاساسية للحزب

دار البرنامج الشيوعي

الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

الثمن : فرنسا 3 فرنكات ـ المغرب 2 درهم ـ الجزائر 2 دينار ـ تونس 200 مليم

الاممي عدد١٢ـ نوفمبر ـ ديسمبر ١٩٨٠

الحرب بين العراق وايران

تنافس على قمع الحركة الاجتماعية وحماية البترول!

منذ الخلجات الأولى للحركة الاجتماعية التي عصفت في ايران وأخذت تخلخل اسس نظام الشاه ،بدأت كل الانظار تتجه بخوف وقلق نحو منطقة الخليج . لم يكن يخفى على أحد أن الأرضية الاجتماعية لهذا البركان لا تقتصر على ايران وحدها. فقد أدركت جميع الطبقات السائدة في المنطقة بانظمتها وبكافة المعسكرات الامبريالية المتحالفة معها أن لهيب الحريق الايراني سيجد منافذ لا تحصى ليفجر براكين أخرى في منطقة من أكثر مناطق العالم حيوية بالنسبة لمصالح العالم الرأسمالي والعرب الصناعي .

كان السؤال من سيسد الفراغ بعد نظام الشاه. فاذا كان صحيحا أن هذا النظام كان يجثم بشكل مخيف على صدر دول المنطقة وخاصة دويلات شيوخ النفط غير أنه كان يؤمن لهم ضمانة قوية وذراعا رادعا اتجاه أي خطر اجتماعي يمكن أن يهدد الوضع القائم وعملية الاستغلال والنهب الفاحش لجماهير وثروات المنطقة .

لقد جاءت التطورات اللاحقة لتثبت هذه المخاوف . فما لبثت العدوى أن انتشرت لتسمم أجواء المنطقة. في السعودية ـ عملية احتلال المسجد"الحرام" ،وفي العراق وخاصة في الجنوب حيث توجد أكبر كثافة لعمال البترول أخذت تحركات العمال والجماهير المسحوقة تأخذ أشكالا أكثر فأكثر عنفا وفي الكويت والامارات بدأ تدهور الأوضاع الأمنية يرعب فعلا أمراء النفط .الخ...

اذا كان نظام الشاه ،فخر الصناعة الأميركية ،قد لجم بالقوة كل امكانية لمنافسته على دوره كشرطي أساسي في المنطقة فان سقوطه قد أطلق العنان لتنافس القوى المحلية على سد الفراغ .

كان طبيعيا أن يبرز نظام العراق كأفضل مرشح لهذا الدور من بين بقية القوى مثل مصر والسعودية بعد أن تبين أن ترتيب أوضاع الدولة الايرانية واعادة تنظيم جيشها مسألة طويلة وصعبة مع استمرار غليان الجماهير الايرانية التي لم ترضى أن يقتصر نضالها على بعض التغييرات الشكلية في هرم السلطة البرجوازية السائدة .

عدة عوامل تلعب لصالح النظام العراقي لخلافة نظام الشاه. فالى جانب امتلاكه جيشا ذو تجربة عريقة في القمع وسحق الحركات الجماهيرية ابتداء من سحق انتفاضة الأكراد مرورا بقمع انتفاضة الجماهير في جنوب البلاد ومواجهة كل تحرك سياسي معارض بالحديد والنار ،فانه من ناحية أخرى يتمتع بوضع دولي خاص ،ففي نفس الوقت الذي يرتبط بمعاهدة " صداقة وتعاون " مع الاتحاد السوفياتي فانه قد حرص منذ عدة سنوات على توطيد علاقاته مع الدول الامبريالية الأوروبية وخاصة مع الامبريالية الفرنسية التي تمده بالسلاح وتقيم معه علاقات اقتصادية متينة ،حتى أنه يعتبر مدخل الامبريالية الفرنسية في المنطقة . اذن فالبرجوازية العراقية تحظى بدعم كلا المعسكرين الامبرياليين معا ،الشرقي مع الاتحاد السوفياتي مباشرة ،والغربي بشكل غير مباشر من خلال فرنسا. بالاضافة الى ذلك يحظى النظام العراقي بدعم دول المنطقة الدائرة في فلك أمريكا ـ الاردن ـ مصر السعودية ـ الكويت والمغرب ـ. وعلى الرغم من العلاقات الدبلوماسية المقطوعة مع الولايات المتحدة فان عملية التقارب بينهما تسير بخطوات سريعة .

وعندما أعلن العراق الحرب لم يرفع فقط شعار عروبة شط العرب واستعادة الجزر وانما أيضا وبالأساس مطلب تأمين وحماية

البقية ص ٢٣

عاش نضال الطبقة العاملة البولندية

ان حركة الاضراب الواسعة التي عمت بولندا منذ شهر تموز الماضي ضد ارتفاع الاسعار ومن اجل تحسين ظروف عمل الطبقة العاملة ومن اجل حرية تنظيمها وللدفاع عن شروط نضالها ،هي امتداد لتاريخ نضالي ولتقاليد كفاحية عريقة . فلنتذكر النضالات التي هبت في " بوزنان " عام ١٩٥٦ ، وفي " قدانسك " " وسكزكزسين " في عام ١٩٧٠ وفي " رادوم " " ويورسيس " عام ١٩٧٦ .

وامام هذه الاحداث تلعلع اصوات البرجوازية الغربية بكل خبث ونفاق : "لقد افلست الشيوعية " . الا انهم في الوقت ذاته يتسارعون لامداد الحكومة البولونية بالعون والمساعدة .فشميدت ممثل البرجوازية الالمانية الغربية يقدم ١،٢ مليار مارك وكارتر يسارع بدفع ٣٠٠ مليون دولاروتدفع النمسا نفس المبلغ .

ولا يقل خبثا ونفاقا صراخ الامبريالية الروسية :"يا للمؤامرة المضادة للاشتراكية" رغم معرفة الروس حق المعرفة مثلما يعرف ذلك ايضا خصومهم في الغرب،بان ما دفع العمال البولونيين الى النضال هي اجورهم البائسة وقدرتهم الشرائية المتهاوية ،والبطالة التي

البقية ص ٢٠

في هذا العدد

* بالعربية :
- العنف والديكتاتورية اسلحه لا بد منها لتحرر الطبقة العاملة .

* بالفرنسية :
- الهجرة : الاتفاق الفرنسي ـ الجزائري ... اضراب عمال المناجم المغاربة .
- المغرب :
بعد اطلاق سراح بن بلا ..."الانفتاح " النقابي في تونس ... سياسة التقشف والنضالات في المغرب .
- قضايا دولية :
الانكماش الاقتصادي في الغرب
- قضايا نظرية : ان روسيا هي فعلا امبريالية .
- نقد حزب التقدم والاشتراكية والمنشقين عنه .